

# L'AFRIQUE NOIRE MALADE DE L'IMPÉRIALISME

dossier p.11 à 16

## **lutte** **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 450 - 16 avril 1977 - prix : 3 F

**ESPAGNE :**

la  
légalisation  
du P.C.E.

**p.5**

**La coopération franco-africaine**

**OU**

**QUAND  
GISCARD  
S'EN VA  
T-EN  
GUERRE**

p. 3 - 4





# sommaire courrier des lecteurs

## dans le monde

Page 4 :

— Zaïre : le régime de Mobutu : une dictature au service de l'impérialisme.

Page 5 :

— Espagne : la légalisation du PCE.

— Roumanie : sans nouvelle de l'écrivain contestataire Paul Goma.

Page 6 :

— Les USA ne produiront plus de plutonium : une opération politique rentable économiquement.

— Grande-Bretagne : des syndicats jouent les jaunes.

Page 24 :

— Sud-Liban : le statu-quo.

— Irak : 10 condamnés à mort.

## en France

Page 7 :

— « Nationalisation » dit Marchais, « Spéculation » répondit Les Echos.

— Des flics et des prisons.

Pages 8 et 9 :

— La fête de Ceux du Technique.

— Le 1<sup>er</sup> mai, l'extrême-gauche doit défendre clairement une alternative politique à l'Union de la gauche !

— Italie : la scission d'Avanguardia Operaia : quelle politique pour l'extrême-gauche ?

Page 10 :

— Il y a 30 ans : la création du Rassemblement du Peuple Français.

Page 17 :

— L'escroquerie des Flanades.

— La revolià... la FETE !

Page 18 :

— Nord : des patrons assassins et cyniques... que couvre la justice.

Page 19 :

— General Motors : la lutte continue.

— La direction de la BNP cède.

— Les dockers de Dunkerque tiennent bon.

— L'explosion de la poudrière de Montoux.

Page 20 :

— EGF Grenelle (Paris-15<sup>e</sup>) : victoire des employés du RMR après cinq jours de grève.

— Ericsson : les travailleurs refusent le déménagement à Cergy !

Page 24 :

— Licenciements dans la sidérurgie : à quand la riposte ?

## dossier

PAGES 11 à 16 :

L'AFRIQUE MALADE DE L'IMPERIALISME

— Décoloniser pour mieux exploiter.

— Diviser pour régner.

— Socialisme ou barbarie.

## culture et loisirs

Page 21 :

— Jacques Prévert : « Paroles » d'homme.

— Un lieu pour vivre, de Maud Mannoni.

Page 22 :

— Spectacles : Gilles de Rais, de Roger Planchon ; Gilles Vigneault à Bobino.

Page 23 :

— Films : Nous aurons toute la mort pour dormir ; La griffe et la dent ; Histoire d'aimer ; Ames perdues.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :

Département Offset-Press - L.I.T.O. - 236-45-28  
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1<sup>er</sup>)

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Chers camarades,

« Face à la crise : quelles solutions ? » écrivez-vous en page 16 du numéro de Lutte Ouvrière n° 439. Je cherche aussitôt vos « solutions »... et je ne trouve, avec consternation, qu'une proposition de luttés ouvrières dans le cadre du capitalisme.

Cette phase est dépassée. N'auriez-vous pas compris, chers camarades, que la « crise » est une crise du régime, que le développement des forces productives rend celui-ci incapable d'une expansion répondant aux besoins publics sans provoquer inflation ou chômage, quand ce n'est pas les deux à la fois ?

A l'heure actuelle, la seule « solution » ne peut être que révolutionnaire. Elle implique l'abolition des structures fondamentales de l'économie capitaliste et l'institution de structures socialistes, c'est-à-dire de structures non marchandes.

Vous devriez être les premiers, chers camarades, à rappeler aux PCF, PSU et PS qu'après Marx, Lénine n'a cessé de recommander la sortie rapide de l'économie marchande « ce fondement du capitalisme ». L'aveuglement de ces partis nous promet une véritable catastrophe s'ils parviennent au gouvernement. Le sucre d'orge du Programme commun, même « amendé », conserve les structures usées du capitalisme. Maintenant, il faut en sortir pour libérer les travailleurs et assurer le bien public. (...)

Au point de développement que vous avez fort heureusement atteint, vous devez devenir capables d'ébranler d'abord et de remplacer ensuite ces vieilles bastilles qui dissimulent leur néant derrière le paravent d'un prétendu « socialisme ». (...)

Pensée et Lutte.

Maurice LAUDRAIN.

L'article auquel fait allusion notre lecteur est écrit dans le cadre du dossier sur la crise dans la sidérurgie. Et c'est pourquoi il propose un programme de lutte aux travailleurs de la sidérurgie, qui est un refus de faire les frais de cette crise. C'est d'ailleurs le langage que nous tenons à tous

les travailleurs : refuser de faire les frais de la crise, obliger les capitalistes à subir les frais de leur système.

Quant à résoudre la crise du système capitaliste, c'est dans presque tous nos numéros que nous répétons que c'est impossible, que pas plus la gauche que la droite n'en sont capables, puisque leur économie de marché est basée sur une concurrence aveugle, incontrôlée et incontrôlable. Nous disons et répétons que seule la classe ouvrière organisée est capable d'organiser la production en fonction des besoins de l'ensemble de la population et non en fonction de la recherche du profit et de la rentabilité. N'est-ce pas sortir totalement de l'économie de marché ?

Mais pour cela nous ne nous adressons pas aux dirigeants du PCF, du PS ou même du PSU, car eux, nous le savons, ils le disent chaque jour et nous le dénonçons à longueur de colonnes, ils font tous leurs efforts pour rassurer la bourgeoisie et la convaincre qu'ils ne sortiront pas de l'économie de marché, mais qu'au contraire ils sont les mieux placés pour lui permettre de survivre encore un

peu, parce qu'ils sont plus capables que les politiciens de la droite d'en faire supporter le poids aux travailleurs.

Nous nous adressons directement aux travailleurs pour combattre le capital, pour refuser de faire les frais de la crise qu'il provoque, pour les mettre en garde contre leurs pseudo-dirigeants, qui offrent à la bourgeoisie la gestion de la crise à leur détriment.

Pour nous, il ne s'agit pas de trouver un moyen technique pour sortir de l'économie de marché. Il s'agit de créer la force capable d'organiser la société sur la base d'une économie des besoins, en détruisant celle basée sur la recherche du profit. Cette force existe en potentiel : c'est la classe ouvrière. Et notre rôle, auquel nous nous employons, c'est de lui donner conscience de son rôle et confiance dans sa force, en combattant ses illusions et en organisant, dans la mesure de nos moyens, ses luttes quotidiennes.



### Le Comité de soutien pour la vérité sur la mort d'Emmanuel Belkessa, ce jeune soldat mort à la prison de Landau en RFA, nous a envoyé un communiqué dont nous publions les extraits suivants :

« Emmanuel Belkessa, appelé sous les drapeaux le 4 juin 1975, déserte le 9 septembre de la même année. Seize mois se sont écoulés avant qu'il ne se rende, de son plein gré, aux autorités militaires. Il est (...) transféré à Landau (RFA).

Après avoir changé de cellule cinq fois, Emmanuel se retrouve seul. (...)

Emmanuel meurt le 27 février 1977.

Vingt-quatre heures après le décès, famille et amis montent à Landau, où trois versions différentes leurs sont données. (...)

L'heure du « suicide » reste vague, elle varie entre 21 heures et 24 heures. (...)

De retour à Paris, les autorités militaires nous précisent qu'Emmanuel s'est pendu à l'aide de son ceinturon au tuyau de chauffage.

L'autopsie se pratique le 7

mars 1977 et, depuis, aucun résultat.

Nous affirmons, tous ceux qui l'ont vu mort (7), qu'il n'a pas du tout les caractéristiques d'un pendu. D'autres éléments concrets nous poussent à penser que la mort d'Emmanuel n'est pas due à un suicide.

Tout dans cette affaire prête à équivoque. Nous voulons savoir la vérité. (...)

Nous aimerions un soutien, une aide.

Si vous vous sentez concernés, écrivez-nous, votre appui est important.

Toute personne ayant été à la prison de Landau serait aimable de bien vouloir nous contacter. »

Adresse : M. Fernier Michel, 10, rue de la Voie-Verte, 92140 Clamart. Comité de soutien pour la vérité sur la mort d'Emmanuel Belkessa.

Réunions  
publiques  
Après les municipales, quelles perspectives pour les travailleurs ?

BORDEAUX  
VENDREDI 22 AVRIL  
20 h 45  
Salle de l'Aiglon  
Place Puy-Paulin

### Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE  
pour une période de un an : prix 90 F.  
pour une période de six mois : prix 50 F.

NOM : .....

LUTTE DE CLASSE  
pour une période de un an : prix 50 F.  
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

PRENOM : .....

CEUX DU TECHNIQUE  
pour une période de un an : prix 10 F.  
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

ADRESSE : .....

Ci-joint la somme totale de : francs .....

CODE POSTAL : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutilisées.



# Quand Giscard s'en va-t-en guerre

**E**N prêtant main-forte au dictateur Mobutu, en aidant Hassan II à faire lui aussi une démonstration politique à l'égard du reste de l'Afrique, Giscard d'Estaing a voulu montrer que l'impérialisme français restait sinon un élément actif de la vie politique mondiale, du moins un soutien pour les régimes dits modérés qui en Afrique ont choisi de rester dans l'orbite occidentale. En aidant Mobutu, Giscard tente de rassurer Houphouët Boigny, Leopold Senghor, Bokassa et tous les autres valets de l'impérialisme, qui ont accepté l'asservissement économique de leur pays.

Car ce n'est pas seulement pour défendre les intérêts français au Zaïre — ils sont bien moindres que ceux de l'impérialisme belge, ou même ceux, plus récents, de l'impérialisme américain —, ce n'est pas seulement en tant que fournisseur d'armes et marchand de canons agréé que le gouvernement français a mis en place un pont aérien entre Rabat et Kinshasa. C'est aussi pour défendre les intérêts plus généraux de l'impérialisme français dans le reste de l'Afrique.

Et la défense de ces intérêts passe par le soutien ouvert à des hommes et des régimes dictatoriaux, corrompus, haïs par la population. Giscard d'Estaing a pris le risque de braver une partie de l'opinion mondiale, de soulever des tempêtes de protestations dans l'opposition tant en France qu'à l'étranger, pour aider les capitalistes qui tirent leurs revenus de l'exploitation impérialiste de ces pays.

Il a d'ailleurs reçu l'assentiment de la bourgeoisie et de la droite française : de l'Aurore au Figaro, des RI au RPR, tout le monde se félicite de ce geste, qui témoignerait — à ce qu'ils disent — de la grandeur française et de l'indépendance nationale.

En fait d'indépendance nationale, le gouverne-

ment français a surtout fait la preuve de sa très faible marge de manœuvre. Giscard d'Estaing a tenu à préciser dans son allocution télévisée du mardi 12 avril qu'il avait agi sans demander l'autorisation des USA. Voilà à quoi se réduit l'indépendance de l'impérialisme français : il n'a pas demandé l'autorisation de l'impérialisme US pour agir... dans le sens des intérêts US.

Car l'engagement français au Zaïre n'est nullement désapprouvé par Washington. En défendant ses intérêts immédiats, au Zaïre, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, etc., l'impérialisme français défend aussi dans une certaine mesure les intérêts généraux de l'impérialisme. Et l'on peut même dire qu'en endossant le discrédit d'avoir soutenu un régime aussi déconsidéré et finalement aussi incertain que celui de Mobutu, en s'engageant ferme auprès de gouvernements instables, l'impérialisme français ne prépare guère son propre avenir en Afrique, mais il laisse par contre la possibilité à l'impérialisme US de préparer éventuellement le sien.

Cette politique dite de « grandeur » qui est faite du mépris des peuples, cette défense bornée des intérêts impérialistes français est bien caractéristique de la politique du gouvernement, faite de cynisme, de gloriole et d'avidité.

Mais, pas plus en Afrique qu'en France, cela ne permet de durer. A terme, cela accroît la tension, cela accumule les contradictions, cela prépare la défaite.

L'impérialisme français vient de se manifester d'une façon à la fois bruyante et dérisoire, il ne soulève que le mépris.

Arlette LAGUILLER

## La Sécurité sociale : de nouvelles mesures dont les travailleurs feront les frais

La propagande entretenue sur le déficit dit intolérable de la Sécurité sociale laissait craindre une décision gouvernementale s'attaquant, sous prétexte de rééquilibrage, au régime de prévention sociale. Des responsables avaient d'ailleurs manifesté la volonté d'augmenter les cotisations, de revoir le plafond. Cela n'avait pas manqué de provoquer des réactions très hostiles, de la part notamment des syndicats de cadres. Aussi aujourd'hui, électoralisme oblige, Simone Veil présente un catalogue de mesures qui n'est, en fait, qu'un pro-

longement de la politique en honneur depuis des mois : des économies à la petite semaine qui rognent sur la couverture sociale.

Le ministre de la Santé a donc décidé de faire passer le taux de remboursement de 70 à 40 % pour un millier de médicaments, baptisés pour la circonstance « médicaments de confort » (fortifiants, laxatifs, euphorisants...), de contrôler de façon plus serrée la gestion hospitalière ou les prescriptions des médecins. Le tout a été assorti d'appels à la cons-

cience et à la discipline, lancés par Simone Veil, toujours dans le but de nous faire croire que ce sont les usagers qui seraient responsables du déficit. C'est faux. Le déficit de la Sécurité sociale n'est pas dû aux travailleurs qui se soigneraient trop ou trop bien, et il est scandaleux de leur en faire supporter les frais. Le déficit provient essentiellement de l'attitude de l'Etat, qui considère bien souvent cette caisse comme une simple annexe du budget de l'Etat et lui fait financer des dépenses qui lui revien-

nent à lui (formation médicale, recherche, construction d'hôpitaux...). Le déficit provient également de l'attitude plus que complaisante de l'Etat à l'égard des nombreux patrons qui ont des retards, pour certains très importants, dans le paiement des cotisations qu'ils ont pourtant déjà prélevées sur les salaires ouvriers. Mais il n'est bien sûr pas question pour le gouvernement de s'attaquer à ce problème.

G.C.



# ZAIRE



## Le régime de Mobutu : une dictature au service de l'impérialisme

### La réaction des USA : UNE RÉSERVE TOUT APPARENTE

Depuis le début des événements du Zaïre le gouvernement américain s'est montré prudent. Il a tenu publiquement à dire et à répéter qu'il n'était pas engagé dans le conflit du Zaïre.

Ainsi le représentant américain aux Nations-unies a dit qu'à son avis « les rebelles » sans idéologie cherchaient seulement à obtenir l'indépendance du Shaba (ex-Katanga) et a-t-il ajouté « Il ne nous appartient pas nécessairement de garantir l'intégrité territoriale de ce pays » puisque les frontières de nombreux Etats africains sont artificielles. Le représentant de Carter, lui, a tenu à préciser : « Nous ne voyons pas la situation comme un affrontement Est-Ouest ». Quant au représentant US à l'ONU il avait déclaré la veille : « L'Amérique n'a pas à devenir paranoïaque parce que militent en Afrique quelques communistes ou même quelques milliers de communistes ».

Ça c'est le côté cour, côté jardin la réalité est quelque peu différente. Car Mobutu depuis neuf

ans qu'il est au pouvoir est bel et bien la créature de l'impérialisme américain. Son armée est entraînée et équipée par le gouvernement US. Le gouvernement du Zaïre a avec celui des Etats-Unis un traité d'assistance militaire, et la dernière aide votée par le congrès américain se monte à 30 millions de dollars. En fait, malgré toutes les déclarations publiques, les Etats-Unis soutiennent bel et bien Mobutu, à preuve, l'envoi, enrobé du qualificatif de matériel « non-offensif », de matériel militaire pour une valeur de 13 millions de dollars, mardi 12 avril.

Cette prétendue neutralité et impartialité de l'impérialisme américain n'est qu'hypocrisie destinée à berner les peuples et à garantir pour l'impérialisme le maximum de chance pour le futur en Afrique, quels que soient les régimes en place. Il faut dire que l'attitude de Giscard lui a été une aide précieuse en la matière.

P.S.

Le gouvernement français vient donc au secours d'une armée de 50 000 hommes financée en partie par les Etats-Unis et qui, selon les dires officiels, serait mise en difficulté par quelques milliers d'hommes (5 000, disait-on, au maximum), venus de l'extérieur et armés par l'Angola. Les 1 500 Marocains acheminés par les avions français feraient pencher la balance du côté du gouvernement central. On le voit, tout cela ne fait pas bien sérieux. En fait, si les hommes qui se battent au Shaba sont peut-être de fait encadrés et entraînés par des ex-gendarmes katangais, c'est à l'évidence à un soulèvement plus vaste que le régime Mobutu a affaire. La majorité des partis d'opposition ont appelé à rejoindre les maquis et sur le terrain, man-

festement, les combattants rencontrent la sympathie de la population. Sinon, comment expliquer les revers de l'armée zaïroise, pourtant bien plus nombreuse ? Comment expliquer les désertions et les ralliements que la presse signale journellement ? Expliquer ce qui se passe au Zaïre par la volonté de quelques ex-gendarmes katangais de rentrer chez eux coûte que coûte, ou par la volonté de l'Angola de renverser le régime Mobutu pour mettre en place un gouvernement pro-soviétique, relève de la même hypocrisie, de la même volonté délibérée de dissimuler le problème.

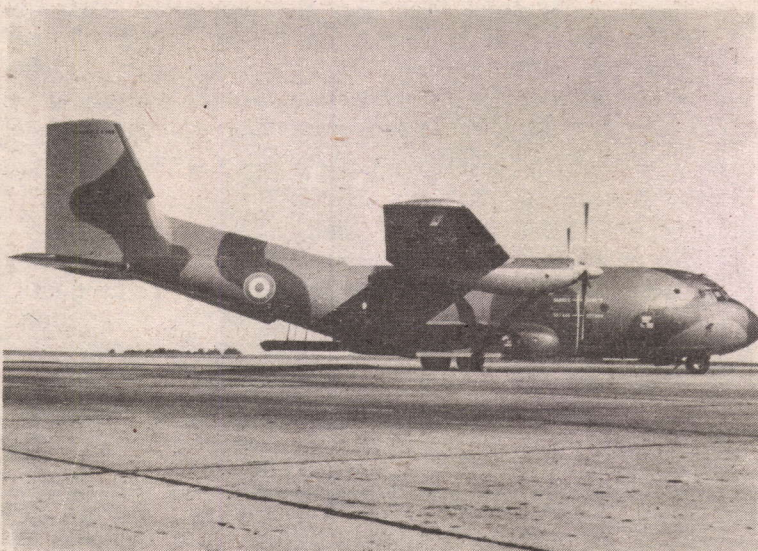
La dictature imposée à toute une population, la misère présente dans toutes les régions du pays sont de très bonnes raisons pour provoquer un mécontentement réel et un iso-

lement du régime. Celui qui se fait appeler « le Rédempteur » et qui fait mettre sa photo dans les églises, à la place de celle de Jésus, est un des plus parfaits représentants de ces hommes de paille de l'impérialisme, mis en place à la tête des pays africains afin de faire accepter le pillage par les anciennes métropoles, comme par exemple la Belgique qui, par l'intermédiaire de la Société Générale, contrôle la société minière « zaïroise ». La Géramine, pillage synonyme de misère et de dénuement, pour toute la population.

Mobutu, qui aurait été un ancien agent secret de la police belge, devenu chef de l'état-major au moment de l'assassinat de Lumumba, est l'homme qui a fait entrer en masse les capitaux US au Zaïre, sous couvert de sa doctrine fumeuse de « l'authenticité ». Le Zaïre, avec un des sous-sols les plus riches de tout le continent africain, est, dans la misère générale en Afrique, un des Etats où on souffre le plus de la misère et du dénuement, avec un revenu annuel de 90 dollars par habitant. Et parallèlement s'évaluent la richesse et la corruption dans les sphères gouvernementales. Mobutu a d'ailleurs la réputation d'être l'homme d'Etat africain le plus fortuné.

Dans ces conditions, et même si l'opposition en face n'est pas socialement différente, même si elle ne propose pas d'autre politique, il est évident qu'elle a la possibilité de rallier les mécontents. En se battant les armes à la main, elle met en péril un régime haï par la majorité de la population.

Guy CASTEL



### Les alliés peu reluisants de la Chine

Aussitôt que fut connue la décision française de mettre en place un pont aérien, l'Agence Chine Nouvelle a applaudi cette décision, la France ayant « répondu positivement aux requêtes du Maroc et du Zaïre » pour « soutenir la juste lutte » du Zaïre.

Cette réaction officielle de la Chine dite communiste ne constitue pas une surprise. Du soutien à la dictature militaire en Indonésie qui a massacré des centaines de milliers de travailleurs, à l'aide accordée au Pakistan d'Ali Buttho qui fait tirer en ce moment même sur des manifestants, en passant par le maintien des rela-

tions avec le régime de Pinochet, ou bien encore les sympathies en faveur du FNLA pro-impérialiste d'Angola, les dirigeants chinois n'ont jamais marchandé appui politique et parfois même militaire et matériel, dès lors qu'il s'agissait de faire pièce à l'URSS.

Car les dirigeants chinois, aujourd'hui comme hier, n'ont jamais rien défendu d'autre que leurs seuls intérêts nationaux et diplomatiques.

Ils viennent d'en livrer une nouvelle démonstration en se retrouvant dans le même camp que Giscard et Hassan II.

Guy FICHET

### Belgique

## CE N'EST PAS OPPORTUN !

Dans cette affaire du Zaïre, la Belgique est restée très réservée. Et pourtant, elle est l'ancienne puissance coloniale. Elle a toujours des intérêts dans les mines du Congo et elle appuie en permanence le régime Mobutu. Or la Belgique s'est jusqu'ici bien gardée d'intervenir. En tout cas publiquement.

Il ne faut pas chercher la raison de cette prudence dans des considérations de politique

extérieure et encore moins dans le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le gouvernement belge n'est pas intervenu parce que le pays est en période pré-électorale et que le gouvernement ne veut pas se mettre sur le dos une affaire « coloniale ».

C'est en effet le 17 avril que doivent avoir lieu les élections législatives belges et, en attendant, le gouvernement se borne

à assurer les affaires courantes.

On comprend dans ces conditions qu'il ait applaudi des deux mains l'intervention française, trop content que la France se charge de cette besogne. Il n'avait nullement l'intention de faire, selon l'expression de l'un de ses représentants, « quitte ou double ». Il préfère laisser ce soin à Giscard. Une façon comme une autre de faire avancer l'Europe...



## La légalisation du Parti Communiste Espagnol

C'est donc le gouvernement espagnol lui-même qui a décidé la légalisation du Parti Communiste Espagnol. Ce n'est pas une surprise. Il a reçu d'ailleurs l'appui et l'approbation de tous les secteurs politiques espagnols. Le lendemain, les socialistes, les démocrates-chrétiens, les partis dits du centre et jusqu'au journal des phalangistes *Arriba* se félicitaient de cette décision. La seule opposition sérieuse, en dehors de l'Alliance Populaire, qui regroupe une partie des anciens franquistes, est venue de certains milieux de l'armée. Et encore, sans que l'on sache bien si cette opposition recouvre un refus organisé ou une simple résistance personnelle émanant de vieux compagnons de Franco. L'amiral-ministre de la Marine dans le gouvernement, a démissionné. Le général-ministre de l'Air aurait été sur le point de le faire, mais serait revenu finalement sur sa décision. Enfin, le Conseil supérieur de l'Armée de Terre au cours de sa réunion, le même jour, aurait évoqué le problème. Cette petite fronde des secteurs les plus liés au franquisme était prévisible et n'a étonné personne. La légalisation du Parti Communiste Espagnol était de toute façon inscrite dans les choix de Juan Carlos.

A partir du moment où l'héritier de Franco s'est engagé dans la voie de la « libéralisation » et dans la mise en place d'institutions de type parlementaires sur le modèle occidental, il devait tenir compte des forces politiques et des partis de l'opposition, y compris des partis ouvriers. Or en milieu ouvrier, c'est le PCE qui domine. Les deux Partis Socialistes sont bien loin, aujourd'hui en tout cas, de pouvoir jouer le rôle qui est celui du PSP au Portugal. Force est donc d'en passer par la reconnaissance du PCE, même si cette perspective, sans pour autant effrayer la bourgeoisie espagnole, n'enchantait pas des milieux po-

litiques, nourris depuis si longtemps par un anticommunisme aussi systématique que primaire.

Quant au Parti Communiste Espagnol, il a fait tout ce qui dépendait de lui pour rendre les choses plus faciles. C'est le Parti Communiste qui a peut-être le plus pris ses distances vis-à-vis de Moscou. Il a cohabité sans aucune gêne pendant des années avec des monarchistes, d'ex-franquistes, au sein d'un même regroupement. Son programme est d'une étonnante modération, à tel point que les socialistes se plaignent qu'il les concurrence sur leur électorat de droite. Mais enfin et surtout, il a su faire preuve, pendant l'immédiat après-franquisme, d'une modération et d'un esprit de responsabilité dans les luttes ouvrières qui se sont développées depuis la mort de Franco.

Aussi, avec beaucoup de prudence, le gouvernement a fait le choix que le PCE prenne sa place en tant que parti réformiste national dans la démocratie bourgeoise espagnole où il est appelé à jouer un rôle de stabilisation. Il doit à la fois exprimer, canaliser et contenir le mécontentement populaire à un niveau où il ne peut menacer la domination bourgeoise.

Bien sûr, après quarante ans d'ostracisme, après quarante ans de répression parfois féroce, cette légalisation représente un espoir pour des milliers de communistes espagnols. Mais entre ce que souhaitent et veulent les militants et le rôle que s'approprie à leur faire jouer la direction du PCE, il y a un fossé.

Si le PCE a été légalisé aujourd'hui sur la décision du gouvernement espagnol, c'est pour tenir sa place de parti responsable au service des intérêts bourgeois. Et cette place, Santiago Carrillo et les autres ont proclamé depuis longtemps qu'ils étaient prêts à la tenir.

Paul SOREL.



### APRÈS L'ABERRI EGUNA

Malgré son interdiction par le ministre de l'Intérieur, l'Aberrri Eguna, « Jour de la patrie basque », a été commémoré, sans prendre un caractère dramatique, par plusieurs rassemblements regroupant, dimanche 10 avril, des dizaines de milliers de participants dans tout le Pays basque espagnol.

Pourtant, en prenant cette mesure d'interdiction, le gouvernement espagnol avait pris un risque, celui d'affrontements violents, dans un pays où la haine des policiers et des gardes civils castillans est alimentée par une longue et sanglante tradition de répression contre les Basques. Or le 10 avril, malgré un important dispositif policier et la volonté des organisations nationalistes de passer outre l'interdiction, les bagarres entre manifestants et policiers n'ont nulle part dégénéré.

A Vittoria même, malgré le

bouclage et le quadrillage de la ville, plus de dix mille personnes ont réussi à pénétrer et à manifester.

Au terme de cette épreuve d'autorité entre le gouvernement et les nationalistes basques — notamment l'ETA, le plus dynamique et le plus important — on peut dire qu'il y a eu en quelque sorte match nul.

Le gouvernement s'est sorti sans grand dommage d'une situation difficile. Et les nationalistes basques ont pu marquer la journée et garder la maîtrise des événements.

Le caractère des manifestations, le fait qu'il y ait eu, manifestement de part et d'autre la volonté d'éviter des heurts violents illustrent la politique des nationalistes et plus particulièrement celle de l'ETA.

L'ETA a certes utilisé contre la dictature franquiste les moyens les plus radicaux. Mais une radi-

calisation face à une répression et une oppression nationale systématiques n'empêche pas que, dans d'autres circonstances et en particulier dans le cadre d'un régime plus démocratique laissant au Pays basque un maximum d'autonomie, l'ETA puisse chercher à discuter et s'accommoder de la nouvelle situation. C'est dans la logique du nationalisme.

Manifestement, aujourd'hui, si une partie de l'ETA poursuit les combats les armes à la main, d'autres tendances, et elles semblent l'emporter, sont partisans d'une légalisation et cherchent à se faire reconnaître comme interlocuteurs valables dans des négociations portant sur l'autonomie du pays.

Après le 10 avril et la démonstration qui a été faite, les possibilités d'une telle reconnaissance restent ouvertes.

P.C.

## Sans nouvelle de l'écrivain contestataire Paul Goma

Selon certains journalistes, on serait sans nouvelle de l'écrivain roumain Paul Goma. Il aurait été arrêté le 3 avril dernier, peu après qu'il a accordé une interview à un journaliste d'Antenne 2.

A vrai dire, cet écrivain gêne le régime depuis toujours. Parce que ses œuvres étaient jugées trop noires et pessimistes, il a d'abord été incarcéré en 1956 — il avait 21 ans. Il ne fut libéré que deux ans plus tard. Et bien qu'en 1968, à la suite de la condamnation par le gouvernement roumain de l'intervention russe en Tchécoslovaquie, Goma ait adhéré au Parti Communiste Roumain et soit devenu rédacteur d'une revue littéraire autorisée, il ne fut en fait jamais en odeur de sainteté. Les autorités roumaines refusèrent le visa de censure à la plupart de ses œuvres.

Ces dernières semaines, Paul Goma aggrava son cas en se faisant le pôle de regroupement de contestataires roumains. Une « lettre pour le respect des droits démocratiques en Roumanie », rédigée par lui en signe de solidarité avec les actions engagées en URSS et en Tchécoslovaquie pour le respect des accords d'Helsinki, fut signée par quelque deux cents personnes.

Depuis, comme il le racontait lui-même au journaliste d'Antenne 2, Paul Goma était sans cesse surveillé, traqué, quasiment acculé à rester chez lui et à se barricader chez lui de crainte d'un assaut éventuel de flics-gorilles circulant aux alentours de son domicile.

D'ailleurs, d'autres que Goma étaient inquiétés. Huit autres signataires de sa Lettre auraient été appréhendés et gardés à vue du-

rant 48 heures ; certains intellectuels connus auraient été soumis à des interrogatoires ; des ouvriers condamnés au chômage par mesure coercitive.

Ainsi, la répression sévit en Roumanie. Ce n'est pas nouveau. Cela ne peut étonner que ceux

qui, parce que le régime de Ceausescu prit à maintes occasions du champ par rapport à l'URSS, purent croire bien à tort qu'un rapprochement commercial et diplomatique avec l'Occident était synonyme de libéralisation.

Michelle VERDIER.



## Frontières toujours aussi bornées

Dernièrement, à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Vienne, un journaliste américain qui demandait un visa d'entrée s'est vu répondre : « Oui, mais promettez d'abord que vous ne prendrez pas contact avec les dissidents tchécoslovaques ».

C'est peut-être là, à leur manière, la réponse des autorités de Prague à Carter, qui s'était payé le luxe de jouer les démocrates avec les opposants d'URSS et des pays de l'Est.

En tout cas, si l'attitude bureaucratique et bornée des dirigeants tchécoslovaques est à l'image de toute leur politique répressive, elle n'a rien de nouveau... ni de typiquement tchécoslovaque : pour entrer aux USA, il faut une déclaration affirmant qu'on n'appartient à aucune organisation communiste ! Il n'y a que quelques termes qui diffèrent, le fond est le même.

Sylvie MONTIER



# Les USA ne produiront plus de plutonium :

## une opération politique rentable économiquement

Les USA ont décidé d'abandonner la production de plutonium. Par ailleurs, ils ont décidé de ne plus fournir aucune aide technologique à aucun pays dans ce domaine, de façon à empêcher la production de plutonium à travers le monde. En outre, ils feront usage de tous les moyens de pression dont ils disposent pour imposer leur point de vue aux récalcitrants qui, tel le Pakistan, voudraient construire une usine à base de plutonium.

Le prétexte invoqué officiellement par les USA est que la possession de plutonium permet de procéder à la construction de bombes atomiques et que, par conséquent, stopper cette production c'est empêcher la prolifération des armes nucléaires. C'est sans doute vrai, quoique ce

n'est pas la seule façon de produire des armes nucléaires et que, de toute façon, de nombreux pays ont réussi à en construire, malgré le veto américain.

En fait, la principale raison de ce nouveau diktat américain est l'intérêt des grands trusts qui fabriquent de l'uranium enrichi. Car, si l'on ne peut plus se servir de plutonium, plus question de fabriquer des réacteurs sur-régénérateurs qui utilisent ce combustible et dont la technologie est essentiellement européenne. Donc les seules centrales nucléaires possibles restent celles à uranium enrichi, dont les USA ont le quasi-monopole de la production et pour lesquelles les brevets sont pour l'essentiel américains.

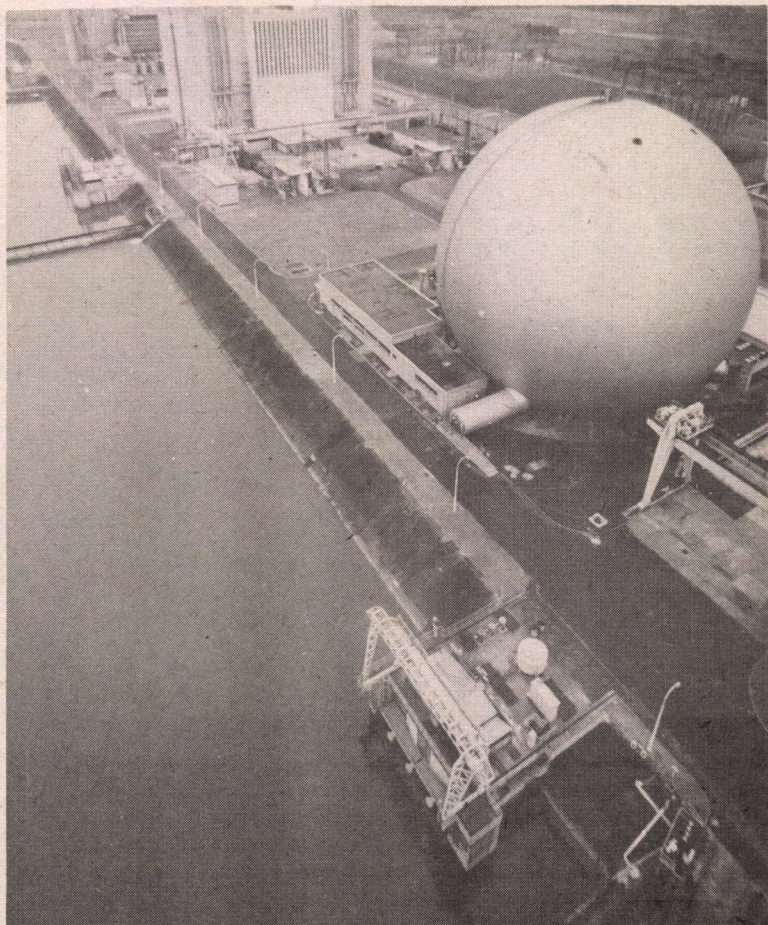
Avec cette décision, l'impérialisme américain fait d'une pierre

deux coups et renforce son contrôle sur tout ce qui est nucléaire de par le monde.

D'autant plus que, pour faire fonctionner les centrales « classiques », ce sont encore les USA (avec le Canada), qui sont les principaux fournisseurs de combustible : l'uranium.

Derrière les intentions « pacifistes » déclarées de Washington, se cachent en fait de gros intérêts. Et si, dans cette nouvelle guerre commerciale, les capitalistes qui ont investi dans la technologie du plutonium apparaissent lésés, aux USA du moins, ce ne peut être qu'au profit de tous les fabricants d'usines atomiques « classiques », qui vont voir, par les décisions de Carter, s'élargir leur marché.

Alain LEMART.



Les USA ont le quasi-monopole de la production des centrales nucléaires « classiques » — comme celle ci-dessus, dans le Val de Loire — et tiennent à le conserver. (Fotolib)

## Carter : un petit pas de plus vers les Palestiniens

Après avoir affirmé voici quel temps que les Palestiniens devraient avoir une terre à eux, un « homeland », Jimmy Carter s'est déclaré, vendredi 8 avril, favorable à la présence des Palestiniens à la conférence de Genève. C'est là incontestablement un nouveau pas de l'administration américaine.

Voilà des années que l'administration américaine s'efforce à rechercher au Moyen-Orient une formule qui, tout en sauvegardant ses intérêts et son contrôle sur les pays producteurs de pétrole, désamorce quelque peu la poudrière.

Du plan Rogers aux différentes missions Kissinger, les USA se sont lancés dans une politique de

« reconquête diplomatique » des pays du Moyen-Orient. La politique actuelle de l'Egypte, celle du Liban, de la Syrie témoignent aujourd'hui d'un nouvel équilibre en faveur de l'impérialisme et du statu quo, et rend moins nécessaire un appui trop exclusif des USA à Israël.

Est-ce que cela autorise à penser que les conditions sont réunies aujourd'hui pour une solution globale et un règlement du problème palestinien ? Rien ne permet de l'affirmer car, si les USA ont bien des moyens de pression sur Israël, les conditions qui ont fait du Moyen-Orient une poudrière n'ont pas disparu pour autant. Et on ne manœuvre pas les peuples comme des pions !



Le « Homeland » que Carter et les dirigeants des Etats du Moyen-Orient préparent aux Palestiniens ne sera peut-être pas bien différent des camps de réfugiés actuels. (Fotolib)

## Grande-Bretagne : des syndicats jouent les jaunes

1.250 techniciens de l'entretien de la British-Airways à l'aéroport d'Heathrow s'étaient mis en grève, revendiquant entre autres une augmentation de leur prime de nuit (bloquée du fait du contrat social). Les directions syndicales avaient tout d'abord violemment condamné le mouvement, comme elles l'avaient déjà fait lors de la grève des outilleurs de la British-Leyland.

Mais les syndicats ne se sont pas contentés de tourner le dos aux grévistes. Le week-end dernier, après que la direction a brandi la menace de 3.000 licenciements, les syndicats des catégories non grévistes ont appelé leurs adhérents à jouer les briseurs de grève au nom de la défense de l'emploi.

Ainsi, le gouvernement n'a pas eu besoin de trouver lui-même des jaunes. Les organisations prétendument ouvrières s'en sont chargées.

Mais la grève n'a pas été brisée. Au contraire, les grévistes ont reçu le soutien de 4.000 employés des services de maintenance de leur aéroport. Et la grève s'est même étendue puisque, le mardi 12 avril, elle atteignait

les aéroports de Manchester et de Belfast.

La situation politique de l'Angleterre aujourd'hui, qui sera peut-être celle de la France demain, montre de quelles armes un gouvernement de gauche peut disposer contre les travailleurs pour tenter de maintenir la paix sociale. Les Travailleurs, justement parce qu'ils sont un parti de gauche et qu'ils ont des liens avec les syndicats, peuvent obtenir d'eux qu'ils se dressent ouvertement contre les travailleurs, qu'ils combattent ouvertement les grévistes, chose qui serait beaucoup plus difficile pour un gouvernement conservateur.

C'est bien là le principal rôle politique des partis de gauche au gouvernement : peser de tout le poids des organisations se réclamant de la classe ouvrière pour tirer la bourgeoisie d'une situation difficile.

Et la seule réponse que les travailleurs peuvent donner est celle apportée par les techniciens anglais : se passer de ces syndicats pour organiser la riposte aux divers plans d'austérité.

Alain LEMOINE.

## Des chalutiers interdits de pêche en Irlande

Les autorités irlandaises ont décidé d'interdire aux chalutiers de plus de 33 mètres et 1.100 chevaux de venir pêcher à moins de 50 miles (100 kilomètres) des côtes d'Irlande.

Cette mesure va entre autres frapper les pêcheurs et les armateurs de Lorient, Concarneau et Douarnenez qui vivent de la pêche industrielle. Le mécontentement est grand et certains ont même décidé de passer outre l'interdiction irlandaise.

On comprend la colère des pêcheurs bretons, qui craignent pour leur emploi, et celle des armateurs qui se voient brutalement privés d'une source de revenu, parce qu'un Etat a décidé d'agrandir sa frontière maritime. Ils craignent aussi que d'autres pays suivent cet exemple et accaparent des zones de pêche qui aujourd'hui sont encore le bien de tous.

Ces frontières sur mer paraissent particulièrement absurdes et injustes. Mais ceux qui protègent ainsi leurs zones de pêche ne font rien d'autre qu'imiter les Etats, dont la France, qui eux aussi se

servent des frontières maritimes et surtout terrestres pour empêcher les produits concurrents d'arriver sur le marché ou pour empêcher la circulation des hommes.

L'Irlande est un pays pauvre, dont la pêche est une ressource importante. Et elle la protège par des moyens classiques : une « frontière » et des gardes-côtes.

Côté français, c'est le branle-bas de combat dans l'union nationale la plus large. Des syndicats au RPR, en passant par les armateurs bien entendu, on entend s'opposer aux Irlandais et à leurs navires de guerre ! Le gouvernement aurait même assuré de son soutien les armateurs qui braveaient l'interdiction de l'Irlande.

Giscard a décidé de la vocation guerrière en ce moment, surtout quand il a en face de lui un petit pays qui lutte pour éviter le dépeuplement économique avec de bien piètres moyens.

Serait-il plus facile de gagner la guerre de la pêche que les élections de 1978 ? C'est à voir.

Pierre VILMA.



# La prison d'Arenc : cynisme, hypocrisie et servilité

La « prison clandestine » d'Arenc a la peau dure. Ce hangar, près de Marseille, où la police parque de longues semaines durant, hors de tout contrôle judiciaire, des travailleurs immigrés en attente d'expulsion, continue imperturbablement de fonctionner en parfaite illégalité. L'appareil d'Etat couvre son existence et, mieux encore, poursuit de ses tracasseries ceux qui osent protester.

Non content d'avoir interdit une « marche sur Arenc » le 23 mars dernier, le préfet de police de Marseille réclame maintenant des poursuites contre un magistrat de cette ville. Il reproche en effet à Oswald Baudot, substitut du Procureur de la République, membre du Syndicat de la magistrature, d'avoir recommandé, par lettre, à l'attention de la presse marseillaise un communiqué de protestation contre l'interdiction de cette marche, communiqué signé du Collectif de défense des libertés.

Grave délit en effet ! Et le parquet de Marseille que l'existence de la prison illégale d'Arenc n'a jusqu'à présent pas troublé, s'est empressé d'accéder aux désirs du préfet et d'ouvrir une enquête.

Les hommes de l'appareil judiciaire savent se serrer les coudes à quelque niveau que ce soit pour servir l'ordre bourgeois. Mais il



La « prison clandestine » d'Arenc, dont les autorités voudraient cacher l'existence. (Fotolib)

n'en demeure pas moins que le hangar d'Arenc, cette prison clandestine parfaitement illégale est un scandale. Et son existence montre bien l'attitude qu'adoptent les gouvernants au-delà de leurs

discours hypocrites à l'égard des travailleurs immigrés. Et ni les interdictions, ni les menaces, ni les poursuites du gouvernement ne pourront étouffer la vérité.

Pierre LEMAIRE.

## L'Europe des flics et des prisons

Detlev Schultz, ce jeune Allemand accusé de faire partie du groupe Baader et emprisonné en France depuis six mois pour port d'arme et vol, a été remis le 12 avril entre les mains des policiers allemands par leurs homologues français. Les protestations et la manifestation qui avaient accueilli la décision de la justice fran-

çaise d'extrader Schultz n'ont donc pas suffi à empêcher la solidarité flicarde de jouer, entre les deux berges du Rhin. Accusé du meurtre d'un policier en RFA, Schultz connaîtra à coup sûr le sort que la justice allemande réserve aux membres du groupe Baader.

Les méthodes de la police et

de la justice allemandes à l'égard du groupe Baader sont ignobles. La police et la justice françaises n'allaient pas laisser passer l'occasion qui leur était donnée d'en partager la responsabilité. C'est chose faite avec l'extradition de Detlev Schultz.

M.R.

## Non-lieu sur la mort de Patrick Mirval : une décision inacceptable

Le juge d'instruction du tribunal de grande instance d'Evry-Corbeil chargé d'instruire la plainte pour homicide déposée par la famille de Patrick Mirval a prononcé le 7 mars une ordonnance de non-lieu, mais la décision n'a été rendue publique que le 12 avril.

Patrick Mirval, c'est ce jeune militant antillais qui est mort durant son transport « au mitard » à la prison de Fleury-Mérogis en février 1974. Il était entré vivant dans l'ascenseur qui devait l'y mener avec ses gardiens. Il en

est sorti mort. La thèse des gardiens, qui parlaient d'accident, fut pourtant contredite par la deuxième autopsie qui fut ordonnée et qui révéla que Patrick portait la trace de coups. Lorsqu'on connaît le comportement de certains gardiens, particulièrement contre ceux qui vont « au mitard » et encore plus particulièrement contre ceux qui ont la peau foncée, on n'a aucun mal à imaginer ce qui a pu se passer.

La décision du tribunal est scandaleuse à un double titre. Tout d'abord, elle va à l'encontre

de l'évidence, car tout prouve que Patrick est mort des suites des mauvais traitements que ses gardiens lui ont fait subir. Ensuite, elle ne pourra que rendre encore plus sûrs de leur impunité tous les gardiens, les « matons », qui se conduisent trop souvent de manière ignoble à l'intérieur du monde des prisons.

Les parties civiles ont interjeté en appel contre cette décision. La vérité sur la mort de Patrick Mirval doit éclater.

Paul SOREL.

## Une police à la hauteur de tous les soupçons

L'Inspection Générale des Services, la « police des polices » enquête à la suite de la plainte d'une jeune touriste danoise qui accuse des policiers de l'avoir injuriée, maltraitée et violée dans le commissariat de police de la gare du Nord, dans la nuit du vendredi au samedi 9 avril. Dès maintenant, et avant même que l'enquête ait commencé, l'IGS doute qu'il y ait eu viol. Mais il faut croire que l'image de marque de la police française à l'étranger

n'est pas des meilleures ; en effet, l'histoire n'a pas paru si invraisemblable au premier secrétaire de l'ambassade du Danemark puisqu'il a accepté d'accompagner la jeune fille pour porter plainte !

Mais, de toute façon, en dehors même du viol, les circonstances de l'affaire, que personne ne conteste, sont suffisamment parlantes : voulant vérifier l'horaire d'un train, Bitten Mortensen, la jeune Danoise, et deux de ses

amis furent brutalement repoussés par les flics qui évacuaient la gare à sa fermeture, à 1 h 30 du matin. Et son crime, celui qui allait motiver qu'elle soit embarquée, bousculée, injuriée et gardée au poste jusqu'au matin, fut... d'avoir tiré la langue aux flics !

On ne sait guère comment se comporte la police au Danemark, mais on connaît les façons de la police française. Et ce n'est pas à son crédit.

Michel RITTER.

## NATIONALISATIONS DIT MARCHAIS, SPÉCULATION RÉPONDIT " LES ÉCHOS "

« Faut-il acheter des nationalisables ? » — entendez faut-il acheter des actions des entreprises que le Programme commun prévoit de nationaliser — c'est la question que se pose gravement le quotidien économique les Echos en s'adressant aux milieux patronaux. « Les cours actuels sont inférieurs à l'indemnisation proposée par M. Marchais » explique l'article qui suit. Et de citer des preuves. Marchais propose en effet d'indemniser les actionnaires des entreprises nationalisées à un prix calculé sur les cours moyens des trois dernières années. Or, comme la Bourse ne cesse de baisser, la gauche au pouvoir paiera plus cher les actions à leurs détenteurs qu'ils ne les auraient vendues en Bourse. Par exemple, une action Rhône-Poulenc vaut actuellement 65 F. Elle sera payée 84 F par le gouvernement de gauche ! Plus de 16 % de bénéfice, c'est inespéré par ces temps de crise ! Huit des neuf entreprises dont la nationalisation est actuellement prévue se trouvent dans le même cas. La seule exception est Dassault dont les actions sont cotées au-

dessus du tarif de l'indemnisation prévue mais qui, de toute façon, a déjà fait savoir qu'il ne voyait pas d'inconvénients à voir ses entreprises nationalisées. Cela lui est déjà arrivé en 1936 et il est bien placé pour dire qu'un capitaliste avisé s'en remet fort bien : la preuve !

Cela dit, les « économistes » des Echos hésitent tout de même à conseiller à leurs lecteurs l'achat de « nationalisables » à cause de la différence de traitement prévue entre les « petits et moyens porteurs » qui seraient, on l'a vu, largement indemnisés et les « gros » dont le sort n'est pas encore précisé. Tout le problème est « qu'il ne faut pas risquer de franchir inopinément la frontière » mal définie entre « gros » et « moyens ».

Quoi qu'il en soit, cela ne fait que confirmer ce que l'on savait déjà : les nationalisations ne terrorisent pas, tant s'en faut, les milieux financiers ! Au contraire même, pourrait-on presque dire : ils envisagent tranquillement le meilleur moyen d'en tirer un bénéfice supplémentaire !

Michel RITTER.

## BOEING... BOEING

● Air France a annoncé, il y a quelques temps, qu'elle comptait remplacer sa flotte de Caravelles usées et dépassées techniquement. Comme il n'existe pas en France de moyen courrier du même type capable de remplacer les Caravelles, c'est vers les USA que se sont tournés les services d'Air France. D'abord vers Douglas, puis enfin vers Boeing, pour envisager une commande d'un moyen courrier, le Boeing 737. Mais l'affaire n'est pas encore conclue car une levée de boucliers nationaliste s'est faite à l'annonce de cette décision. Pendant un temps, en réponse aux attaques du RPR — vigoureux défenseur de l'indépendance nationale — le gouvernement a d'ailleurs démenti les projets que l'on prêtait à la compagnie nationale.

Quant au Parti Communiste Français, il a une fois de plus saisi l'occasion pour multiplier les déclarations tricolores et les cocoricos, n'hésitant pas à titrer une de ses déclarations : « Volons français » !

Le plus savoureux, c'est que déjà à l'heure actuelle, une bonne partie de la flotte d'Air France est composée de Boeing. Mais il faut croire qu'à l'époque où la compagnie nationalisée les avait achetés, les Chirac et autres politiciens gaullistes n'avaient pas les raisons politiques qu'ils ont aujourd'hui de crier au scandale.

G.C.



lu avec intérêt... lu avec

## ROUGE

hebdomadaire d'action communiste

**Le gouvernement de Côte d'Ivoire réprime l'opposition paysanne**

Selon un correspondant de Rouge, le gouvernement de Côte d'Ivoire aurait fait occuper la région ouest du pays par les forces militaires françaises stationnées à

Abidjan et à Banaké. Il y aurait des morts et des blessés.

« Cette répression aurait été motivée par le refus des paysans de la région de vendre le café à l'Etat. Ceux-ci l'auraient acheminé vers le Libéria. Cette révolte des paysans est causée par le fait que la hausse spectaculaire du prix du café, ces derniers temps, sur le marché mondial, n'a pas eu son répercussion au niveau du prix d'achat en Côte d'Ivoire. La caisse de stabilisation et de soutien des prix des productions agricoles, organisme étatique qui détient le monopole de l'achat, continue à acheter le kilo de café 180 F CFA (3.60 F), tandis que dans les pays limitrophes (Ghana, Libéria), le kilo atteint 500 F CFA ou 1.000 F CFA (10 à 20 F).

Si ces informations sont confirmées, elles témoigneraient de l'ampleur du mouvement. (...)

L'initiative de l'Etat ivoirien doit être restituée dans la tentative du gouvernement d'accélérer l'industrialisation du pays. Pour hâter cette industrialisation, l'Etat ivoirien a de plus en plus besoin de capitaux. Il espère, en accentuant l'exploitation des travailleurs des villes et des campagnes, prendre une participation importante dans les grands projets définis par le plan de développement (1976-1980). »

**"Libération" numéro 1000**

Le 12 avril, Libération fêtait son millième numéro. Depuis plus de trois ans, le quotidien qui se veut le porte-parole de l'extrême-gauche inorganisée — et réfractaire à toute organisation — tient le coup et accroît son audience. Bravo pour

les 98 personnes — dont 65 salariés — qui travaillent pour Libé, sans compter tous ses collaborateurs bénévoles.

Le numéro 1000 de Libération donne quelques renseignements intéressants sur les chiffres de vente du journal, et son public.

« Libé a-t-il un lecteur des villes ou un lecteur des champs ?

Didier : Des villes assurément.

Ceux qui achètent Libé (on espère tous les jours au même endroit) se trouvent pour 65 % dans la région parisienne au sens large, Paris et les dix départements de la grande couronne. Les autres habitent, pour 60 %, dans des villes de plus de trente mille habitants. Le lecteur des champs est donc une espèce assez rare.

— Quels sont les chiffres absolus des ventes ?

— En 1976, Libé vendait en moyenne chaque jour 23.500 exemplaires, contre 16.000 l'année précédente. Cela comprend 17.000 exemplaires dans la région parisienne (12.000 pour Paris et 5.000 pour la banlieue). Le taux de progression de la diffusion est, d'une année sur l'autre, de 20 à 25 %.

— Les abonnements ?

— Libé a aujourd'hui 2.200 abonnés contre 1.800 ou 1.900 il y a un an. C'est un chiffre relativement faible : il représente moins de 10 % de la diffusion alors que beaucoup d'autres quotidiens font 25 % et même au-delà. La principale raison réside dans le fait que les lecteurs abonnés qui vivent hors de Paris et de sa banlieue ne reçoivent le journal que le lendemain de sa parution... »

A l'occasion de la lutte engagée par les travailleurs de Fos-Berre Libération du 13 avril fournit un certain nombre de documents — des témoignages, des extraits de rapports syndicaux ou officiels — sur le travail « posté ».

« En 1973, la CFDT de l'usine Usinor de Montataire (Oise) réalise une enquête auprès de 350 travailleurs postés.

Il en ressort un dérèglement tous azimuts. Pour ceux qui sont mariés, le lit fait bien souvent les deux huit. Quand l'un rentre, l'autre part au travail. Alors que la moitié des postés loge dans des grands ensembles, six sur dix se plaignent du bruit et 38 % dorment cinq heures et moins lorsqu'ils travaillent la nuit et 62 % six heures et moins lorsqu'ils travaillent le matin. Résultat : 17 % prennent des somnifères et 27 % sont en traitement pour une maladie dont la moitié concerne les nerfs. A 52 % d'entre eux, le médecin a recommandé de quitter les postes. Il ressort également que le travail posté, dans la majorité des

cas, se divise en travail, bouffe et sommeil. Parmi les réflexions faites, on peut noter : « Il faut choisir entre les loisirs et le sommeil. Mon principal loisir est la récupération du sommeil perdu ». Ou encore : « Le travail posté, surtout la nuit, me rend de mauvaise humeur et j'ai souvent mauvais caractère à cause des maux de tête qui surviennent lorsque je suis de nuit. D'autre part, la nuit, j'ai une tension plus élevée que dans les autres postes et en général je suis mou toute la journée ». Alors, pourquoi continuent-ils ? Certains répondent : « Si ce n'est pour le fric, je travaillerais de jour ». « Je suis Savoyard, je suis obligé de venir dans cette région pour pouvoir gagner ma vie ». « Je le fais parce que je peux le faire. » Une étude du groupe de sociologie urbaine de Lyon, publiée en mai 1974 et réalisée à partir d'une centaine d'entretiens abonde dans le même sens.

Pourtant, d'après le rapport Wisner (professeur de physiologie et d'ergonomie, chargé par Giscard d'une étude sur

cette question), le travail posté en équipe ne cesse de se développer (21 % de la population active en 1974 contre 12 % en 1957). Dans ce rapport, remis au mois de juin 1976, Wisner fait trente-trois recommandations dont l'idée force est que le problème du travail posté ne peut être résolu par des compensations financières. Il préconise l'automatisation du processus et des opérations en continu et le report au maximum des tâches sur les postes de jour ; la réduction de la durée du temps de travail par la création de cinq équipes ; un arrêt du système ou un fonctionnement au ralenti pendant le week-end ; l'amélioration des conditions de vie et de logement (insonorisation) ; un repos de 24 heures consécutives après chaque séance de deux ou trois postes de nuit ; un assouplissement de l'organisation du travail permettant le libre choix pour des postes fixes, inutile de dire que ce très officiel rapport, commandé par le ministère du Travail, a été très mal reçu par les milieux patronaux.

**Le dimanche 24 avril**

## Tous à la fête de Ceux du Technique

● Pour la troisième année consécutive, les collégiens de Ceux du Technique — l'organisation révolutionnaire de jeunes de CET liée à Lutte Ouvrière — font la fête et donnent rendez-vous aux jeunes comme aux moins jeunes le dimanche 24 avril, de 10 heures à 20 heures à la Porte de Pantin, à Paris, dans les locaux du Pavillon de Paris.

Comme les années précédentes, la fête sera un grand forum politique. On y discutera de tout ce qui préoccupe les jeunes, aujourd'hui, dans la société : de l'armée, de la vie quotidienne dans les « bahuts », du racisme, de la drogue, des profs et des parents, de l'écologie, de la politique de l'Union de la gauche, du socialisme tel que nous le voyons, et de la révolution.

Un grand nombre de spectacles audio-visuels accompagneront ces discussions. Et ce sera la plus large liberté, chacun pourra défendre son point de vue, mettre sur le tapis les questions qui lui tiennent à cœur.

La fête de Ceux du Technique, ce sera la fête des échanges de vue et des « prises de

bec »... fraternelles.

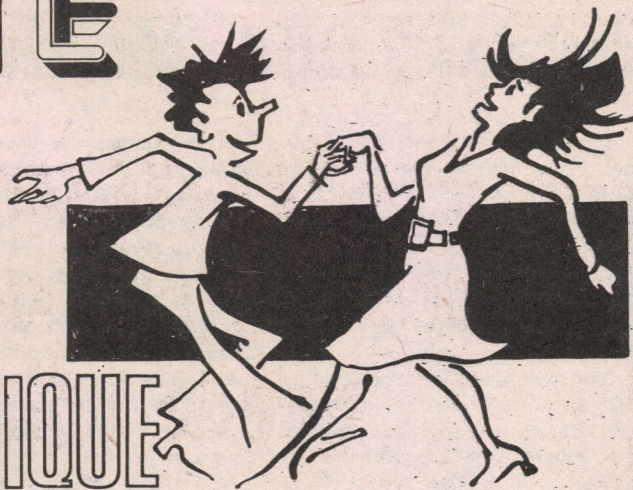
Mais ce sera aussi la fête tout court, des divertissements en pagaille : des stands de jeux, un spectacle avec chanteurs, mimes, orchestres, et un grand bal. Beaucoup de choses pour vous réchauffer le cœur, et quelques bricoles aussi pour vous remplir l'estomac.

Et puis la fête, pour nous, ce n'est pas seulement un moment de liberté mais une façon de dire que dans la société socialiste que nous voulons, la fête ne durera pas qu'un dimanche, elle fera partie de la vie.

D'ores et déjà, les collégiens de Ceux du Technique sont sur la brèche pour faire de cette fête une belle réussite. Mais il reste maintenant à ceux qui nous aiment bien et partagent nos idées, à tous les travailleurs qui voient d'un bon œil les luttes et les espoirs des jeunes, comme à tous les lycéens et lycéennes qui fraternisent avec les collégiens, de contribuer au succès de notre fête : en y amenant du monde, beaucoup de monde.

Alors, rendez-vous le 24 avril, à la Porte de Pantin.

**FETE de CEUX DU TECHNIQUE**



SAMEDI, SUPPLEMENT 4 PAGES PETITES ANNONCES

**Libération**

Angela à deux jours de la réunion de l'OUA

**Le travail posté en question**



# Le Premier mai, l'extrême-gauche doit défendre clairement une alternative politique à l'Union de la gauche !

Nous avons déjà eu l'occasion d'expliquer dans ces colonnes que Lutte Ouvrière était partisan d'une manifestation unitaire et autonome des révolutionnaires à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai, c'est-à-dire d'une manifestation des révolutionnaires indépendante de celle des syndicats.

Dans les circonstances actuelles, la manifestation syndicale en effet — que les partis de l'Union de la gauche y participent en tant que tels ou pas — ne peut être qu'une manifestation en faveur de l'Union de la gauche (voir LO n° 447, du 26 mars). Nous avons également expliqué que, la LCR se refusant, comme l'année précédente, à toute autre manifestation ce jour-là que derrière la manifestation des syndicats et des partis de l'Union de la gauche, nous étions cependant prêts, par souci unitaire, à participer avec la LCR, et d'autres groupes révolutionnaires éventuellement, à un cortège révolutionnaire suivant la manifestation syndicale, à la condition formelle que les mots d'ordre de ce cortège soient sans aucune ambiguïté par rapport à la politique que l'Union de la gauche mènera si elle accède au gouvernement (voir LO n° 449, du 9 avril).

De ce point de vue, toutes les difficultés surgies dans la discussion entre la LCR et LO sont loin d'être résolues au moment où nous écrivons. Voici par exemple certains des textes de banderoles politiques auxquels nous tenons pour cette manifestation et que la LCR refuse jusqu'ici : « Gouvernement de droite, gouvernement de gauche : les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes ! » et « Gouvernement de droite, gouvernement de gauche : deux politiques différentes au service des mêmes intérêts, ceux des bourgeois. Travailleurs, ne comp-

tons que sur nous-mêmes ! ».

D'après les responsables de la LCR, ces mots d'ordre auraient le tort de renvoyer dos à dos la droite et l'Union de la gauche, de confondre les dirigeants « réformistes » avec les représentants de la bourgeoisie et de ne pas indiquer que pour les travailleurs (toujours d'après la LCR) une victoire électorale de l'Union de la gauche serait un fait en soi positif.

Il y a bien une différence politique entre la droite et la gauche, entre la politique que mène la droite et celle que peut mener la gauche (si elle ne mène pas, tout simplement, la même politique que la droite, ce qui n'est pas exclu). Mais la question clé est de savoir quels intérêts de classe défendrait la gauche au pouvoir. Et la réponse est indiscutablement : ceux de la bourgeoisie comme à chaque fois qu'elle a été au gouvernement, comme en 1936, comme de 1945 à 1947, comme en 1956.

En même temps qu'elle œuvre à défendre les intérêts de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, la gauche réformiste joue certes les avocats de la classe ouvrière auprès des possédants, dans sa propagande quotidienne. Mais lorsqu'elle est au gouvernement, elle ne défend pas — et ce serait bien sûr chose impossible — en même temps les intérêts des deux classes fondamentales et antagonistes de la société, ne serait-ce qu'un petit peu ! Elle défend les intérêts de la bourgeoisie, elle apporte sa solution aux problèmes de la bourgeoisie. Et c'est fuir le problème que de parler de « réformisme » quand la question est posée en termes de participation au gouvernement de la bourgeoisie. Réformistes ou pas, il n'y a pas de ministres « ouvriers », il



n'y a pas que des ministres bourgeois.

C'est uniquement de la lutte des classes, du rapport de forces entre les classes, que dépendra le sort des travailleurs. Et

croire qu'une victoire électorale de la gauche mettrait automatiquement les travailleurs dans une meilleure situation pour la lutte n'est qu'une version à peine édulcorée de l'électorisme.

En fait, au nom de considérations tactiques du genre « Il nous faut être compris par les travailleurs qui font confiance à l'Union de la gauche », les camarades de la LCR sont engagés dans une politique qui marque un certain suivisme par rapport à cette Union de la gauche. Et il est bien évident qu'un cortège révolutionnaire suivant le cortège des syndicats et des partis réformistes, le 1<sup>er</sup> mai, en criant non pas « Vive l'Union de la gauche » mais tout de même « Vivement l'Union de la gauche », serait une faute politique grave... même s'il ne contribuait pas beaucoup, étant donné la faible influence des révolutionnaires, à renforcer les illusions des travailleurs dans l'Union de la gauche.

Il serait pourtant d'une grande importance que les révolutionnaires apparaissent les plus nombreux possible le 1<sup>er</sup> mai, mais pour défendre clairement une alternative politique à l'Union de la gauche. Et nous espérons bien que le cortège unitaire des révolutionnaires aura lieu, nous espérons bien que les camarades de la LCR accepteront finalement des mots d'ordre mettant clairement en garde les travailleurs contre la politique de cette Union de la gauche. Car il est du devoir élémentaire des révolutionnaires de mettre les travailleurs en garde contre les pièges de la politique réformiste.

S'ils ne le faisaient pas, ils ne seraient pas seulement derrière le cortège de l'Union de la gauche, ils seraient à sa remorque. Dans ce cas, pour notre part, nous n'aurions rien à y faire.

François DUBURG.

## ITALIE

### LA SCISSION D'AVANGUARDIA OPERAIA : quelle politique pour l'extrême-gauche ?

Quinze jours après le PDUP (Parti d'Unité Proletarienne pour le Communisme), c'est l'organisation d'extrême-gauche italienne Avanguardia Operaia qui, à l'occasion de son cinquième congrès, vient de connaître une scission.

Cette scission n'est en fait que la suite de la scission du PDUP. On se souvient que celui-ci avait éclaté entre la tendance du « Manifesto » (Rossana Rossanda, Lucio Magri), hostile au rapprochement avec Avanguardia Operaia, et la tendance Miniati-Foa, favorable à ce rapprochement. A son tour, Avanguardia Operaia a éclaté entre une minorité, qui va sans doute s'unifier avec la tendance du « Manifesto », et une majorité, qui va s'unifier avec la tendance Miniati-Foa sortie du PDUP.

A l'issue de cette double scission et de cette double unification, on devrait donc encore trouver deux organisations. La première sera regroupée autour de la majorité du PDUP, et grosso-modo sur la même base politique que celui-ci : c'est-à-dire une politique réformiste tout à fait comparable à celle du PSU français, en fait, celle d'un groupe de pression sur la gauche du PCI.

Quant à la seconde organisation, elle comportera essentiellement la majorité d'Avanguardia Operaia. Le congrès qui s'est déroulé a commencé d'en préciser les contours. Le processus d'unification devrait se terminer en septembre par la tenue d'un congrès d'unification, qui donnerait nais-

ce à la nouvelle organisation, sous le sigle de Democrazia Proletaria. Ce sigle était celui des listes unitaires présentées par l'extrême-gauche italienne aux élections de juin 1976.

Si l'on en croit le congrès qui vient de se tenir, la nouvelle organisation ne rompra guère avec l'opportunisme qui a caractérisé la politique de Democrazia Proletaria dans ces récentes élections. C'est sur l'objectif d'un « gouvernement des gauches » et de « la chute du gouvernement Andreotti » que le congrès a mis l'accent. Comme si un gouvernement PCI-PSI pouvait mener une autre politique que l'actuel gouvernement Andreotti, soutenu... par le PCI !

En fait, le seul aspect « critique » de la politique d'Avan-

guardia Operaia, nouvelle manière, est de présenter les organisations syndicales comme les seules organisations s'opposant à la politique d'austérité. En réalité, si les organisations syndicales italiennes ont fait mine de s'opposer à certaines mesures d'austérité, par exemple aux attaques gouvernementales contre l'échelle mobile des salaires, elles se sont bien gardées d'organiser si peu que ce soit la contre-offensive des travailleurs et ont aidé, elles aussi, à la politique d'austérité.

C'est donc, dans un même opportunisme à l'égard de la gauche réformiste que les deux nouvelles organisations de l'extrême-gauche italienne se rejoignent. La seule nuance qui les sépare est que, si l'ex-PDUP peut être caractérisé

comme un groupe de pression sur la gauche du PCI, l'ex-Avanguardia Operaia, plus critique à l'égard du PCI, peut être caractérisée dès à présent comme un groupe de pression... sur la gauche du mouvement syndical. Cherchant les bonnes grâces des tendances de gauche dans les organisations syndicales, elle se garde bien de critiquer ces dernières.

Plutôt que d'extrême-gauche, il faudrait parler, à propos de ces deux organisations, de gauche de la gauche. Ce n'est ni au congrès du PDUP, ni au congrès d'Avanguardia Operaia qu'il faut chercher la naissance d'une organisation clairement prolétarienne et révolutionnaire en Italie.

André FRYS.



## Il y a trente ans :

# La création du Rassemblement du Peuple Français

« Il est temps que se forme et s'organise le RPF qui (...) va faire triompher, par-dessus les différences des opinions, le grand effort de salut commun ».

C'est ainsi que, le 7 avril 1947, à Strasbourg, devant quelques dizaines de milliers de personnes venues célébrer la libération de l'Alsace, De Gaulle annonçait officiellement son projet de créer un grand regroupement national. Et il déclarait le 14 avril : « Aujourd'hui est créé le RPF. J'en prends la direction ».

Il refusa d'appeler ce « mouvement » un « parti », car il y invitait les Français de toute opinion politique, partisans d'un renforcement du pouvoir de l'Etat... à se rassembler autour de sa personne.

En avril 1947, cela fait quinze mois que De Gaulle avait démissionné de son poste de chef du gouvernement et qu'il attendait que « la France », lassée par le régime parlementaire, veuille bien le rappeler. Mais en ce début 1947, la seule chose qu'on lui

pour décider des conditions de leur travail » et ferait naître « une autre psychologie que celle de la lutte des classes » (discours de De Gaulle, octobre 1947).

Bref, de quoi satisfaire la droite, y compris les nostalgiques des corporations pétainistes.

### Une situation sociale et politique propice au succès du rassemblement gaulliste

En cette période du printemps 1947, que De Gaulle choisit pour faire sa rentrée dans la politique active, les jours du tripartisme étaient comptés. La classe ouvrière et les classes moyennes faisaient les frais d'une situation économique qui ne faisait que se dégrader : en un an les prix de détail avaient doublé. Sur le plan internatio-

le RPF prenait bien des aspects d'un parti fascisant. Il organisait des réunions spectaculaires, avec grand déploiement de drapeaux et de croix de Lorraine, auxquelles participaient plusieurs dizaines de milliers de personnes, à Paris, Bordeaux, Rennes, Bayonne, Lyon, Vincennes, Alger. De Gaulle, dont l'arrivée était entourée de tout un cérémonial, y multipliait les attaques contre les partis, se livrait aussi à une démagogie sociale. Et, surtout à partir du 27 juillet 1947, le mouvement prit une coloration violemment anti-communiste.

En octobre 1947, le rapide développement du RPF fut sanctionné par une spectaculaire victoire aux élections municipales. De nombreuses grandes villes, traditionnellement acquises à la droite, passèrent au RPF : Bordeaux, Rennes, Strasbourg, Paris (c'est le frère même du général De Gaulle qui devint président du conseil de la capitale). Mais basculèrent aussi des villes acquises à la

dont le père était P-DG de la compagnie La Providence ; René Mayer, administrateur d'une bonne dizaine de sociétés dont Air France, le Phénix Espagnol ; Diethelm, administrateur du Crédit Colonial ; ou des gens qui avaient le sens des affaires, comme Amaury.

### ...dont les dirigeants et membres sont animés d'un anticommunisme militant

Le RPF ne se contenta pas d'attaques verbales contre le PCF. Il constitua de véritables milices anti-communistes avec son service d'ordre, qui compta jusqu'à 1 500 personnes dans la région parisienne. Des orateurs du RPF allaient, accompagnés de leurs hommes de main, porter la contradiction dans les réunions du PCF. Les affrontements prirent parfois un caractère sanglant, car les nervis de De Gaulle étaient armés de matraques et de mitraillettes. Le 19 septembre 1948 un jeune militant communiste, Voitrain, fut tué à Grenoble par les balles du RPF, plusieurs autres furent blessés, car le service d'ordre gaulliste avait riposté à la mitraillette à une contre-manifestation du PCF. Dans ce domaine, l'exploit le plus spectaculaire du RPF fut l'occupation d'Ivry le 15 janvier 1950. Pendant plusieurs heures, quinze cents gaullistes sillonnèrent la ville en jeep, semant la terreur et tirant sur le sol avec des mitraillettes.

C'était bien un parti de type fasciste que De Gaulle entendait opposer aux puissantes vagues de grèves de la fin de 1947. C'est aussi dans cette période que le RPF connut le plus gros de son essor. En effet il répondait aux aspirations d'une partie de la petite-bourgeoisie effrayée par la menace de crise et aux yeux de laquelle la gauche au pouvoir s'était complètement déconsidérée.

### La fin du RPF

Pourtant, malgré ses premiers succès, fulgurants, aux élections municipales de 1947, malgré ses succès aux élections législatives de 1951 (il recueillait les voix de 16,5 % des électeurs inscrits et obtint 121 sièges à l'Assemblée nationale), le RPF n'a pas été pour De Gaulle l'instrument du retour au pouvoir.

La bourgeoisie française n'avait pas besoin des services de De Gaulle pour faire face aux problèmes économiques et politiques. Dans les années 1948 à 1953, les partis bourgeois traditionnels — radicaux, MRP, soutenus par le PS — prirent eux-mêmes la tête des croisades anti-ouvrières et anti-communistes.

A partir des années 1951-1952, le RPF devint un parti de droite à peu près semblable aux autres. Sur les ordres de De Gaulle, ses députés se cantonnaient dans une opposition systématique au Parlement, dont ils se lassèrent eux-mêmes. Certains démissionnèrent du RPF dès mars 1952, après avoir choisi de rompre la discipline en votant l'investiture du gouvernement Pinay. Ils « allaient à la soupe » comme le dira avec mépris De Gaulle.

Et certains le regrettèrent, bien sûr, en 1958...

Sylvie MARECHAL



De Gaulle porté en triomphe au cours d'une manifestation du RPF (AFP)

ait proposée officiellement — et qu'il avait refusée — c'était la médaille militaire...

Il se décide donc à rentrer en scène. Et il précisa, en créant le RPF, que « le système actuel, suivant lequel des partis rigides et opposés se partagent tous les pouvoirs, doit être remplacé par un autre, où le pouvoir exécutif procède du pays et non point des partis et où tout conflit insoluble soit tranché par le peuple lui-même ».

Régime présidentiel, recours au référendum... le RPF exprimait les vœux bonapartistes de De Gaulle et se situait d'emblée comme un parti de droite. Certaines déclarations de son fondateur et de quelques-uns de ses militants, qui voyaient un alibi « de gauche » dans la présence de gens comme Malraux au sein du Rassemblement, ne firent guère illusion.

Le reste du programme du RPF était du même style : défense de la « nation française » qui comprenait toutes les possessions coloniales ; anti-communisme exacerbé : De Gaulle disait des militants communistes que ces hommes ont « fait vœu d'obéissance aux ordres d'une entreprise étrangère de domination dirigée par les maîtres d'une grande puissance slave ». Voilà les grandes options du RPF, auxquelles il faut ajouter le projet de l'association capital-travail qui viserait à organiser, dans l'entreprise, « tous ceux qui en font partie, ouvriers, chefs, cadres,

naï également l'horizon s'assombrissait. Le 11 mars 1947, Truman mettait fin à l'entente qui régnait jusque-là entre les USA et l'URSS, en annonçant l'intervention militaire en Grèce. Et les USA faisaient clairement savoir que la présence des Partis Communistes était désormais indésirable dans les gouvernements des pays d'Europe.

Sur le plan international, c'était l'aube de la guerre froide. Et en France même, le début d'une période de crise sociale et politique. Les communistes étaient contraints de démissionner du gouvernement, rejetés dans l'opposition par leurs « amis » socialistes qui leur reprochaient de se déclarer — contraints et forcés — solidaires des grandes grèves qui secouèrent le pays dans les années 1947-1948.

### Le succès du RPF

Le RPF se développa rapidement. Des permanences s'ouvrirent dans le département de la Seine et, le soir du 15 avril, le secrétaire général Soustelle annonça 12 700 adhésions. Il faut dire qu'un mois plus tard il ne se gênait pas pour annoncer un million d'adhérents dans la région parisienne. Fort en réalité de quelques centaines de milliers d'adhérents,

gauche, et en particulier au PS : ce fut le cas de Lille et Marseille.

D'ailleurs le RPF recueillait au total 40 % des suffrages exprimés dans l'ensemble des villes de plus de 9 000 habitants. C'était considérable, et le signe d'un réel raz-de-marée. Mais ce n'étaient que des municipales et, si le régime en fut sérieusement ébranlé — De Gaulle le proclamait illégitime —, il resta en place.

### Un rassemblement de bourgeois et petits-bourgeois...

Les adhérents du RPF recrutaient surtout parmi les anciens combattants, les commerçants, les cadres, les industriels, la bourgeoisie traditionnelle attachée à l'ordre et méfiant vis-à-vis d'un gouvernement que le MRP partageait avec les socialistes (SFIO). Le RPF eut aussi l'appui électoral de très nombreux paysans.

Une partie de la grande bourgeoisie soutint financièrement le RPF, tout en se réservant le lui préférer, selon l'évolution de la situation, d'autres partis de droite plus traditionnels.

L'état-major politique de De Gaulle comptait d'ailleurs un bon nombre de gens liés aux milieux d'affaires, comme Etienne Burin des Rosiers,



# dossier

## AFRIQUE

# l'Afrique noire malade de l'impérialisme

## La décolonisation par les... colonialistes

### L'IMPÉRIALISME PILLEUR DES PEUPLES

On meurt en moyenne à l'âge de 31 ans en Haute Volta, conséquence de la sous-alimentation, alors que plus de 50% des exportations de ce pays sont constituées par du bétail, à 38 ans au Ghana, premier producteur mondial de cacao.

Toutes les larmes hypocrites, à propos de la politique raciste en Afrique du Sud et en Rhodésie, cachent mal que, de l'Ouest à l'Est, du Nord au Sud, c'est toute l'Afrique noire qui est un ghetto misérable pour Noirs. Tout un continent, toute une race, vidée de son sang et de ses richesses par le pillage séculaire, des bourgeois de la Gironde aux multinationales d'aujourd'hui. En 1977, les travailleurs noirs qui, par dizaines de milliers, s'expatrient en Europe pour des salaires de misère, sont les frères des 150 millions d'esclaves noirs qui sont allés au cours des siècles, engraisser la démocratie américaine et les ports français.

Ce sont aussi nos frères, et il faut bien dire que les travailleurs de ce pays et leurs organisations n'ont pas tout fait pour empêcher les capitalistes de les réduire à cet état misérable.

Aujourd'hui le progrès, baptisé « indépendance », consiste à faire régner l'ordre directement, par les esclaves eux-mêmes, ou du moins par certains d'entre eux. Par les Amin Dada et les Mobutu, créatures du patron impérialiste.

Et par-dessus cela des peuples écartelés militairement entre plusieurs pays, ou au contraire rassemblés à coups de trique entre des frontières dont le tracé n'exprime que les intérêts du colonisateur.

C'est « le fer, le feu, le sang » qui a imposé et qui continue à faire régner sur 300 millions de travailleurs noirs la société impérialiste.

prochain dossier :

En raison de l'actualité notre dossier sur la contestation dans les démocraties populaires est repoussé d'une semaine.

1960, c'est l'année de la décolonisation. L'impérialisme anglais et l'impérialisme français décident de changer leur fusil d'épaule. Après avoir maté dans le sang les révoltes nationales qui ont éclaté, après la Deuxième Guerre mondiale, à Madagascar, au Kenya et ailleurs, après avoir muselé dans les prisons occidentales la voix de la révolte et de l'indépendance, l'Angleterre et la France, pour préserver le plus gros de leurs intérêts, vont lâcher un peu de lest.

Cette « nouvelle » politique a ses origines dans le déroulement de la Deuxième Guerre mondiale. La guerre a fait apparaître la faiblesse des empires coloniaux : la France, l'Angleterre, les Pays-Bas n'ont pas été capables d'empêcher l'invasion de leur sphère d'influence. Et dès la fin de la guerre, on assiste à des mouvements de libération nationale qui ébranlent le monde entier.

Ainsi, par exemple, dès l'été 1945, plusieurs foyers de lutte anticolonialiste apparaissent en Afrique Noire. C'est la classe ouvrière des grands centres du Sénégal, à Dakar, ou du Cameroun à Douala qui, par ses grèves, ses luttes syndicales, met en cause le colonialisme

en s'attaquant non seulement aux formes classiques de l'exploitation capitaliste mais à la discrimination raciale plus spécifique du colonialisme. C'est la bourgeoisie indigène, les planteurs noirs en Côte-d'Ivoire forestière ou dans l'arrière-pays de Douala qui s'organisent en syndicat agricole. Ils exigent notamment la liberté du travail, la fin du travail forcé pour la main-d'œuvre noire. Par là ils défendent leurs intérêts particuliers, c'est-à-dire la possibilité de se faire une petite place au soleil. Mais, en même temps, ils défendent les aspirations de l'ensemble de la population africaine, manœuvres agricoles compris, à ne plus vivre en esclave du Blanc.

Cette montée des luttes de la population africaine contre l'impérialisme se situe dans un contexte particulier. Dien Bien-Phu sonne le glas de l'empire colonial français en Indochine et, quelques mois plus tard, à l'automne 1954, c'est la guerre d'Algérie qui commence. Au peuple algérien qui, les armes à la main, réclame son indépendance, l'Etat français répond par les bombes, les ratissages, la torture. Aux pays africains, c'est pour la plupart par les voies « légales » que le même



Etat français cédera l'indépendance politique. Mais la contradiction n'est qu'apparente. En fait, il apparut assez rapidement à la bourgeoisie française, comme à l'impérialisme en général, que le mouvement d'indépendance était irréversible et que les ambitions impérialistes devaient se borner à limiter la casse comme en Algérie, et à éviter son extension en désamorçant la poudrière africaine par une politique qui devait acheminer les pays africains vers l'indépendance sous la houlette de dirigeants locaux à la solde des impérialistes.

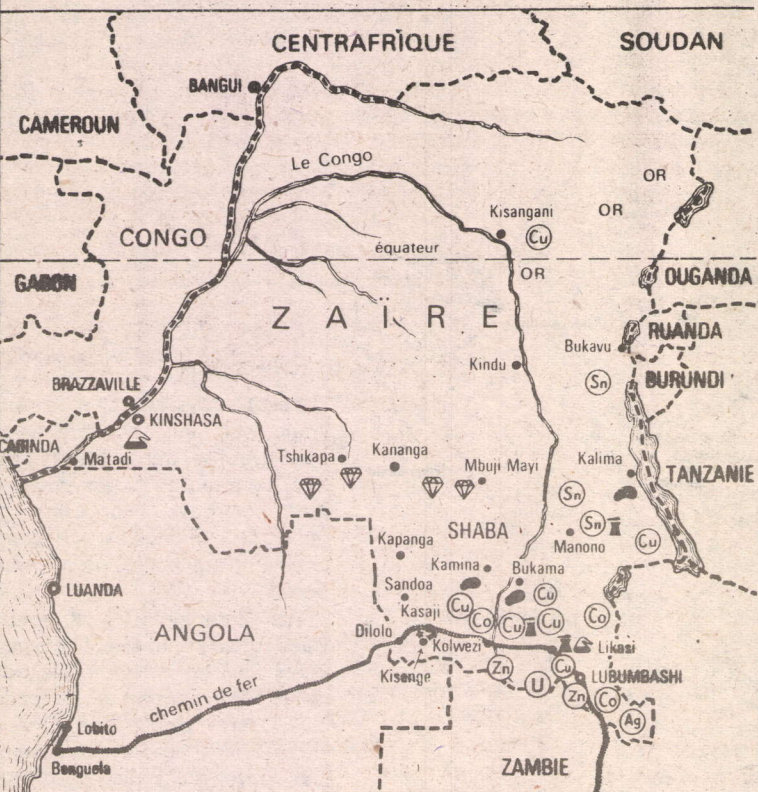
C'est donc la lutte courageuse et résolue du peuple algérien qui a imposé le choix de la décolonisation à l'impérialisme.

Quant à l'impérialisme américain, grand vainqueur de la Deuxième Guerre mondiale, il s'affirme partisan d'une autre

politique... coloniale. Mais il s'agit là d'une attitude tactique. N'ayant aucune colonie en Afrique parce que venu plus tard, l'impérialisme américain est hostile au colonialisme des autres parce que ce colonialisme fait obstacle à ses propres ambitions impérialistes. C'est d'ailleurs le sens qu'il donne à « la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes », c'est-à-dire la liberté des peuples à choisir la tutelle la plus puissante, la plus riche, celle des USA.

Mais ce n'est pas la seule raison. Par sa place hégémonique dans le monde, c'est lui qui, aux quatre coins du globe, défend les intérêts généraux de l'impérialisme. Il oblige donc les impérialistes européens à taire leur égoïsme pour ne pas risquer de voir l'ensemble de l'Afrique tomber dans le camp de la rébellion... et de l'URSS.

## Le Zaïre : une région convoitée depuis longtemps



Depuis son indépendance, en juin 1960, le Zaïre (ex-Congo belge) est le théâtre de luttes, mutineries et révoltes qui éclatent périodiquement. L'impérialisme, s'appuyant tour à tour sur des hommes, sur une armée ou sur des divisions ethniques, est à l'origine de ces conflits. C'est la puissante richesse des ressources minières que convoitent la Belgique, la France et les USA, qui est la toile de fond de tous les partis pris dans les affrontements sanglants de ces dernières années. Et ce n'est pas un hasard si, aujourd'hui, le Shaba (ex-Katanga) est le centre des luttes, car c'est toujours bien là que se situe le poumon économique du Zaïre.

Déjà, le 11 juillet 1960, le Katanga (ex-Shaba), région la plus riche et contrôlée par l'Union Minière Belge, se proclamait indépendant, avec à sa tête Moïse Tschombé, homme de paille des capitalistes belges. Il s'opposait ainsi au président de la République Kasavubu et au président du Conseil Lumumba. Ce

dernier sera assassiné en 1961. Ce qui permettra d'ailleurs au colonel Mobutu de s'imposer déjà à l'époque.

Pour défendre la sécession, M. Tschombé, dès 1960, mettait sur pied une armée : la gendarmerie katangaise. Ces gendarmes katangais résisteront plus de deux ans à l'armée nationale congolaise. Il faudra attendre janvier 1963, pour que, secondée par les « casques bleus » des Nations unies au service des intérêts des USA, l'armée congolaise vienne à bout de la sécession katangaise.

Et c'est dans une situation de rébellions ethniques, qui embrasent les deux tiers du pays jusqu'en 1968, que le colonel Mobutu prendra le pouvoir par un coup d'Etat, en novembre 1965 ; et c'est au nom d'une « congolisation » qui se limitera à donner une résonance africaine aux noms du pays et des villes qu'il ouvrira grand les portes aux capitaux et aux investissements japonais, canadiens et surtout américains.

### QUELQUES REPERES

**ZAIRE** : nouveau nom donné par Mobutu au Congo Belge : 23 millions d'habitants.

**KINSHASA** : capitale du Zaïre, 1,5 million d'habitants.

**KATANGA** : province du Sud-Zaïre. Devenue SHABA.

**SHABA** : nouveau nom du KATANGA, renferme de très importantes richesses naturelles : cuivre, cobalt, manganèse, diamant...

**GENDARMES KATANGAIS** : mercenaires de l'Union Minière Belge qui possède les très riches mines du Katanga. Ils imposèrent la sécession de cette région en juillet 1960, présidée par Moïse Tschombé jusqu'en janvier 1963.

**MOBUTU** : dictateur du Zaïre depuis 1965. Elu président en 1970 par « plus de 100 % des votants ».

**CONGO BRAZZAVILLE** : ex-Congo français. Capitale : Brazzaville.

**OUA** : Organisation de l'Unité Africaine.

- mines de cuivre
- mines de cobalt
- étain
- mines d'argent
- uranium
- zinc
- mines de diamant
- mines de charbon
- industrie métallurgique
- industrie chimique



**mondiale (1939)**

France  
 Angleterre  
 Portugal  
 Belgique  
 ex-colonies allemandes  
 Italie  
 Espagne  
 pays juridiquement indépendant

Madère (Port.)  
 Rabat  
 Alger  
 Tunis

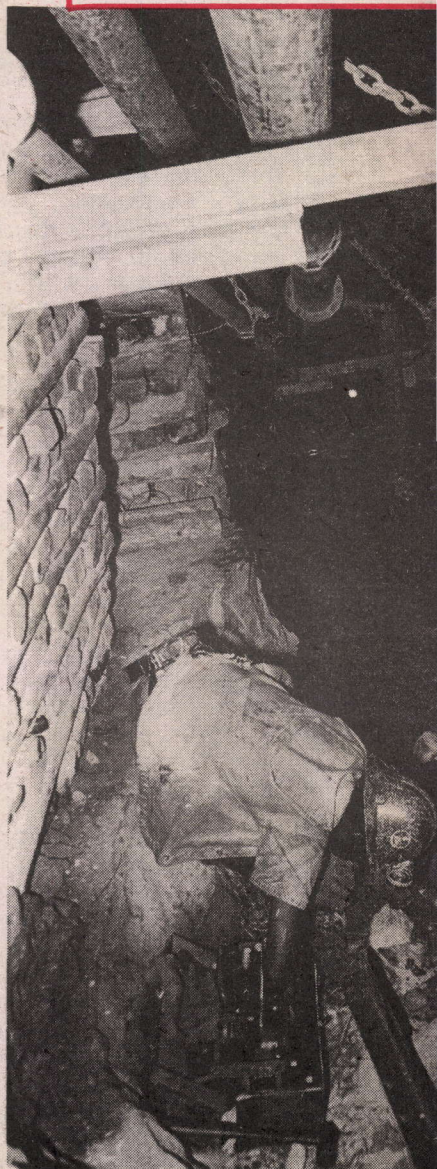
# L'Afrique aujourd'hui : les dates d'indépendance

— Oui. On parle de sénégalisation, mais une grande partie de l'industrie est gérée par les Français. Et quand on cherche du travail, on demande beaucoup de diplômés. Pour être mécanicien, on demande un diplôme d'ingénieur avec dix ou vingt ans de pratique et il n'est pas rare que ce soient des Français qui soient retenus.»

# Un garrot sur l'économie

Ces garanties sont exigées par la France qui impose que les comptes monétaires de ces pays

Le pire, c'est que l'impé-  
me du peuple noir des ga-  
d'organiser une course épuis-  
mentation de la production,  
et du développement éconon-





# eux exploiter

bien en place. 300 millions  
hides, le coton, le cacao, le  
rement extraites de leur sol  
Là, elles se transforment en  
ans les coffres des sociétés  
nmense usine qu'est le mon-  
lans la longue chaîne du pil-  
icains y sont les derniers ve-  
ur'd'hui les plus exploités, les  
is.  
onnaie accomplit son œuvre  
re les structures sociales ar-  
is ou moins les Africains. Et  
e centaines de milliers de  
oles impérialistes, pour fuir  
ialisme a trouvé au sein mê-  
des-chiourme qui acceptent  
nte, sans fin, à travers l'aug-  
vers le mirage du décollage  
ique.



## PIRE QUE LES ARMES : L'IMPOT

Avec le « pacte » colonial, les métropoles imposaient l'exploitation de leur empire par la force brutale et ouverte. Les impérialistes ont su aujourd'hui changer leur procédé d'exploitation, sans que cela nuise à son efficacité.

C'est en 1946 que fut supprimée l'obligation de travail forcé dans les « champs du commandant ». Mais cette force ouverte a été relayée par une autre, plus insidieuse et bien plus efficace : celle de l'argent. Même si la masse monétaire reste extrêmement faible (50 à 100 francs français par habitant, selon les pays), il n'y a plus un point de l'Afrique qui échappe à l'emprise de l'argent. Tout d'abord parce que tous les Etats exigent le paiement de l'impôt en argent. Cet impôt, attribué « par tête », s'élève souvent au-delà du quart des ressources monétaires des familles (1). Et les Etats africains l'obtiennent coûte que coûte des paysans. Une partie des tâches de maintien de l'ordre consiste justement à poursuivre tous ceux qui ne peuvent pas payer l'impôt. En second lieu parce qu'il est nécessaire pour acheter les quelques outils et objets indispensables, socs de charrues, bicyclettes, etc., que les artisans locaux ne peuvent fournir, quand ils existent encore.

Pour se procurer de l'argent, le

paysan africain est obligé de s'adonner à la monoculture de traite de son pays, coton, arachide, etc., le troc étant habituel dans l'économie traditionnelle. Ces produits sont achetés à un taux très en dessous du cours mondial, par des organismes d'Etat ou des sociétés mixtes. Mais les paysans n'ont guère le choix de l'acheteur.

Ainsi, dès 1960, les 200.000 familles du bassin arachidier du Sénégal cultivaient toutes l'arachide. Mais ces cultures, qui viennent s'ajouter aux cultures vivrières traditionnelles, ne constituent qu'un « salaire d'appoint », devenu absolument indispensable. Cela met les matières premières ainsi cultivées à un taux si bas que les tentatives pour implanter des ensembles agricoles modernes n'ont pas été rentables !

Et ce sont les groupes financiers comme Lever, BUP, Banque d'Indochine, Banque de Paris et des Pays-Bas qui profitent de cette situation, en contrôlant par en haut les exportations de ces produits.

(1) Ces ressources sont d'environ 120 F (6.000 F CFA) par an et par hectare cultivé. Les champs sont de deux hectares en moyenne. (Chiffres tirés du livre Qui se nourrit de la famine en Afrique ?, petite collection Maspéro.)



QUELQUES CHIFFRES QUI EN DISENT LONG (1973)

PAYS	Population (en milliers)	Mortalité infantile (pour 1 000 naissances)	Nombre d'habitants pour 1 médecin
Afr. du Sud	23.724		1.964
Algérie	15.772	86	8.192
Angola	5.673	24	10.918
Burundi	3.600	150	48.649
Cameroun	6.167		25.956
Congo	1.300	180	6.173
Côte-d'Ivoire	4.641	138	13.642
Dahomey (Bénin)	2.912	110	30.632
Egypte	35.619	103	1.516
Ethiopie	26.076	84	73.314
Ghana	9.355	156	9.842
Guinée	4.208	216	28.944
Haute-Volta	5.737		59.792
Kenya	12.482	55	16.292
Liberia	1.659	159,2	12.576
Libye	2.257		1.257
Madagascar	6.750	102	10.193
Malawi	4.791	148	37.983
Mali	5.376	120	38.963
Maroc	16.309	149	13.345
Mauritanie	1.257	187	17.746
Mozambique	8.823	93	16.392
Niger	4.304	200	43.000
Nigeria	59.607		25.548
Ouganda	10.810		35.443
Rép. Centre-Africaine	1.673	190	27.097
Rhodésie du Sud	5.900	122	6.579
Rwanda	3.984	133	54.930
Sénégal	4.227	93	14.982
Sierra Leone	2.667		17.114
Somalie	3.003		15.544
Soudan	16.901	94	13.056
Tanzanie	14.377	163	
Tchad	3.868	160	63.167
Togo	2.117	127	21.200
Tunisie	5.509	125	5.219
Zaïre	23.563	104	28.602
Zambie	4.635	259	13.518
France	52.134	15	721
Etats-Unis d'Amérique	210.404	17	621

## Une aide très intéressée

L'aide aux pays sous-développés n'est pas une générosité octroyée par les pays développés. Elle est même indispensable... aux pays développés. Ainsi la majeure partie de l'aide française est dite « liée » (celle des autres pays aussi d'ailleurs). Cela veut dire qu'il est convenu que les sommes ainsi mises à la disposition des Etats, qui pour l'essentiel sont ceux de la Zone franc, servira à l'achat de matériel à des sociétés françaises. C'est donc tout simplement une subvention à ces sociétés !

Les aides à l'agriculture, si elles paraissent plus humanitaires, sont elles aussi apportées pour des raisons très intéressées. Elles représentent environ un tiers des sommes versées par la France aux Etats africains. Comme le reconnaît un rapport de l'OCDE de 1966, cette aide sert à implanter dans ces pays des cultures d'exportations (arachides, café, coton) et non à la production de denrées pour l'alimentation locale. Ces cultures ne favorisent en rien les paysans africains. Elles se font même souvent au détriment des cultures vivrières. C'est d'ailleurs la cause fondamentale de la famine endémique dans les pays du Sahel. Cette aide permet d'envoyer des instructeurs, de façon à ce que les rendements augmentent. Elle permet d'acheter des engrais qui seront avancés aux paysans pour régénérer les sols détruits par ces cultures d'exportation. Elle permet de mettre en place des organismes qui font pression sur les paysans africains. Sans cette pression constante, qui vient s'ajouter aux pressions monétaires, les rendements tomberaient, les surfaces cultivées

en arachide ou en coton diminueraient. Ainsi, au Dahomey, l'ensemble des cultures commercialisées avait reculé de 10 à 50 % en 1963, cela « par suite de la désaffection des paysans, découragés par la baisse des rendements et la faiblesse des revenus obtenus » expliquent les rédacteurs du « Plan 66-70 » du Dahomey, qui ajoutent aussi que « l'économie rurale se reploie sur elle-même ». On ne peut que comprendre le réflexe du paysan dahomeyen, comme de tous ses homologues d'Afrique noire, qui s'échine à sortir du coton ou des arachides de terre, afin de payer un impôt qui ne leur apporte absolument aucune... aide en échange. Comment ne pas se replier, sur son champ de cultures vivrières !

Enfin, l'aide aux pays africains permet aussi de faire les dépenses d'infrastructure indispensables pour que le pillage impérialiste puisse continuer. Cette aide « accordée » ne vient jamais que remplacer les frais de la colonisation. C'est ce qu'avoue le rapport du sénateur américain Pearson. On y lit : « L'aide publique pour les investissements d'infrastructure est la condition sine qua non de l'investissement privé que cette aide tend à stimuler ».

L'aide apparaît ainsi comme une ponction, dans la poche du contribuable, qui va se transformer pour une large part en subventions aux capitalistes européens commerçant ou investissant dans les pays aidés et, pour une autre part, qui va directement dans la poche des dictateurs et des gouvernements, afin d'augmenter au maximum le rendement de la population locale.

### La dégradation des termes de l'échange

Le pillage de l'Afrique se fait entre autres par la dégradation des termes de l'échange. Cela veut dire qu'au niveau du marché mondial, le rapport entre les prix des objets manufacturés produits par les pays développés et les prix des matières premières extraites dans les pays du tiers monde a tendance à augmenter.

Si, en 1954, on achetait une jeep avec quatorze sacs de café, en 1962, il en fallait 39. Plus près de nous, ce que le paysan sénégalais obtenait en 1961 avec 100 kilos d'arachides, il l'obtient en 1970 avec 148 kilos. En 1963-64, l'achat d'une houe et d'un semoir équivalait à 1.363 kilos d'arachide; en 1970 il équivalait à 2.222 kilos.

Il n'est pas possible de lutter contre cette dégradation des termes de l'échange, car elle est liée au processus même de la production dans la société capitaliste. On ne peut que renverser cette société. En prenant le pouvoir à l'échelle mondiale, le prolétariat pourra seul rendre, sous forme d'aide désintéressée, l'immense capital qui a été pillé à l'Afrique et qui est venu se cristalliser en machines dans les pays occidentaux.





# diviser pour

## L'impérialisme diviseur des peuples

La division de l'Afrique entre les différents impérialismes européens se fit de manière totalement arbitraire, au gré de la conquête coloniale. C'est ainsi que le Congo fut séparé entre la France et la Belgique ; l'Afrique occidentale, le Soudan, le Sahara, entre la France et la Grande-Bretagne.

Au moment de la décolonisation, les impérialistes ont reconstitué des Etats morcelés et non viables économiquement, qui dérivent directement du partage colonial. Les ethnies fu-

rent dispersées et il n'y a guère aujourd'hui en Afrique que le Rwanda, le Burundi, le Lesotho et le Swaziland qui possèdent une unité linguistique. Les Ewés, les Peuls, les Ibos, les Kongs sont des peuples éparpillés sur une multitude d'Etats.

L'ethnie Ibo, par exemple, se trouve à cheval sur deux Etats : le Nigeria et le Cameroun. L'actuel Congo-Kinshasa regroupe plus d'une dizaine de peuples et l'ancien royaume Kongo, qui fut éblouissant au XVIII<sup>e</sup> siècle et qui possédait une unité linguistique, serait aujourd'hui

composé du Congo-Brazzaville, d'une partie du Zaïre, de l'Angola et du Cabinda.

Au Mali, en 1962, la radio locale partageait son temps d'antenne de la façon suivante : 55 % pour le français, 25 % pour le bambara, 5 % pour le peul, 5 % pour le sarakalé, 5 % pour le tamacheck, 3 % pour le wolof et 2 % pour le maure.

Dans toute l'Afrique, on compte près de 600 langues. En Ouganda, la campagne d'alphabétisation se fait en 26 langues. Bien sûr, l'impérialisme n'est pas responsable de cette diver-

sité. D'ailleurs cette diversité en soi n'est pas un handicap pour le développement du continent. Ce dont est responsable l'impérialisme, c'est d'avoir utilisé cette diversité à son profit, d'avoir divisé pour régner.

Les cinquante Etats qui constituent l'Afrique d'aujourd'hui ne sont pas le produit du choix conscient des peuples de cette région du monde de construire leur pays. Bien au contraire, on n'a jamais demandé l'avis des peuples d'Afrique. Les Etats ont été constitués à partir de la

conquête et du partage colonial entre les grandes puissances. En Angola, au Congo, au Nigeria, au Sahara, les frontières ont été tracées par l'impérialisme dans des conditions où le dérisoire le dispute au tragique. Le résultat de la colonisation, c'est la « balkanisation » de l'Afrique. L'impérialisme s'est servi, il se sert encore des luttes tribales ; ils les a souvent attisées. Cette « balkanisation » de l'Afrique a pour résultat de servir directement l'intérêt de l'impérialisme dans cette région du monde.

## L'unité à l'éthiopienne

Un des points chauds de l'Afrique noire se situe du côté de la Mer Rouge. En effet, l'Erythrée, pays situé le long de la Mer Rouge entre Djibouti et le Soudan, mène depuis longtemps le combat pour échapper à la tutelle de l'Ethiopie.

L'Erythrée, avec l'Ethiopie et la Somalie italienne, constituait avant la Deuxième Guerre mondiale l'Afrique Orientale Italienne. Plus tard, en 1950, après que l'impérialisme eut remis en place Haïlé Sélassié, l'ONU vota le rattachement de l'Erythrée à l'Ethiopie. Le Négus l'intégrera en 1952. Depuis le coup d'Etat militaire qui a renversé l'empire féodal, on aurait pu s'attendre à une nouvelle attitude du pouvoir central. Mais les militaires « progressistes »

sont tout aussi féroces dans la répression du mouvement autonomiste de l'Erythrée.

Cette union forcée n'a pourtant aucun sens du point de vue des populations de ces pays. Les habitants de l'Erythrée sont en grande partie les Gallas, qui sont des musulmans. Par contre, le pouvoir central est aux mains des Abyssins (Amharas, Tigréens, Choans) qui sont très minoritaires : trois millions sur vingt-cinq. Ils sont pour la plupart chrétiens ou coptes. On considère encore les Erythréens comme les esclaves, au sens propre, des Ethiopiens. Les Gallas sont cantonnés dans l'agriculture et l'élevage, occupations considérées comme les plus inférieures.

Le mouvement d'indépendan-

ce de l'Erythrée est bien vivant, malgré la répression sauvage qu'on lui fait subir.

Bien sûr, l'indépendance de l'Erythrée ne garantit pas un sort meilleur à ceux qui la peuplent. Le nouvel Etat ne viendrait que s'ajouter au morcellement de l'Afrique. L'époque n'est plus à la création de micro-Etats cherchant désespérément à se développer dans le cadre d'une micro-économie. Le nationalisme n'est pas notre politique.

Mais les révolutionnaires socialistes que nous sommes sont pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et c'est pour cela que nous sommes du côté du peuple ou de l'ethnie opprimés lorsqu'ils demandent le droit à l'indépendance.



## L'O.U.A. ET L'UNITÉ AFRICAINE

Dès que des pays africains accédèrent à l'indépendance en 1960, il y eut des regroupements, des ententes entre eux. Le groupe de Brazzaville, constitué en 1960, comprenait les 12 Etats dont l'indépendance venait d'être accordée par la France. Cette entente était une création de l'impérialisme français. C'était le nouveau nom donné à l'ex-AOF et AEF. Seule la Guinée de Sékou-Touré avait refusé de s'y joindre.

C'est en 1963 que se constitue l'OUA, l'Organisation de l'Unité Africaine. L'OUA regroupe tous les pays indépendants d'Afrique. Aujourd'hui, en sont exclues la Rhodésie et l'Afrique du Sud. L'OUA se donne pour but de lutter contre le colonialisme, l'impérialisme, pour l'unité africaine et le pouvoir noir en Afrique du Sud et en Rhodésie. Elle s'est montrée totalement inefficace. A chaque fois qu'elle a eu un problème à résoudre, elle n'a pu intervenir. Ce fut le cas aussi bien pour les émeutes au Congo-Kinshasa en 1964-65 que pour la rébellion biafraise de 1967 à 1970.

Les ouvriers, les paysans africains ont tout à gagner à l'unité de leur continent. Mais ce n'est pas dans le cadre du

nationalisme que l'unité de l'Afrique se fera.

C'est que, en Afrique noire, l'Etat a un rôle de béquille si prépondérant dans la constitution, l'entretien et le développement d'une couche privilégiée, bureaucratique et bourgeoise, que sa disparition dans le cadre d'une unité plus vaste que le territoire, qui a été géographiquement déterminé et dessiné par l'impérialisme, cette disparition éventuelle ne peut que signifier la mort de tous les parasites qui ne vivent que de et par l'Etat. En négociant « l'unité africaine » cette couche discute en même temps de son propre sort et, dans cette mesure elle n'est pas prête à se laisser disparaître avec cette « pompe à richesse » qu'est son Etat, au nom d'une unité mythique. En ce sens, le problème n'est pas tellement différent de celui des pays développés de l'Europe où, s'il est facile de se moquer de la division des Etats africains, il n'a pas été possible, malgré deux guerres mondiales, de construire une unité qui tienne quelque peu la route.

Dans ces conditions, l'unité africaine est impossible. Chaque Etat est trop jaloux de son intégrité et de ses privilèges pour vouloir se saborder... au

profit d'un autre Etat, même s'il est africain.

Chaque Etat d'Afrique a pour seul souci de défendre ses intérêts nationaux et donc le statu quo africain. C'est pour cette raison que l'OUA et les différents pays qui la constituent n'ont jamais aidé l'Angola, le Mozambique qui luttent pour l'indépendance, ou n'aident qu'en paroles les mouvements d'émancipation des Noirs en Rhodésie et en République Sudafricaine. Mais ce n'est pas la seule raison. L'autre raison, tout aussi essentielle, c'est la peur qu'ont ces régimes de mobiliser leur peuple. Les pays de l'OUA sont tous ou presque des régimes dictatoriaux et ils ne peuvent souffrir la moindre contestation de l'intérieur. Armer des milliers d'hommes pour libérer leurs frères noirs d'autres pays, ce seraient autant d'hommes qui pourraient ramener dans leur pays l'expérience, une conscience que craignent plus que tout ces régimes.

Au-delà de ses proclamations, l'OUA est l'organisation des dirigeants africains cherchant le statu quo en Afrique. Non seulement l'OUA est incapable et ne veut pas de l'unité africaine, mais, en définitive, elle sert les intérêts de l'impérialisme dans cette région du monde.

## Djibouti : une colonie française en Afrique

Djibouti est situé dans ce qu'on appelle le « Territoire français des Afars et Issas », en abrégé TFAI. Point stratégique, à l'entrée de la Mer Rouge, Djibouti est un port important. Important aussi parce qu'il est le seul débouché, sur la mer, de l'Ethiopie. Jusqu'ici l'impérialisme français a fait de ce territoire sa chasse gardée : l'armée française y est omniprésente avec un corps de la Légion. Djibouti d'ailleurs a l'aspect d'un véritable camp de concentration. La population y est parquée dans des sortes de réserves grillagées. La Légion y fait régner la terreur. Les mouvements de révoltes sont réprimés féroce-

ment. peu de crédit auprès de la population que la France cherche ailleurs un soutien. La France joue sur les rivalités entre les diverses communautés, puisque dans le TFAI il y a la communauté Afar, majoritaire, et les populations Issas, Issaks et Gadaboursis, venant de la Somalie et minoritaires.

Le 25 février dernier s'est réunie à Paris une conférence entre la France et les divers représentants du TFAI (parlementaires à la Chambre du Territoire) et les représentants d'un Front Uni rassemblant le Front de Libération de la Côte des Somalis et la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance.

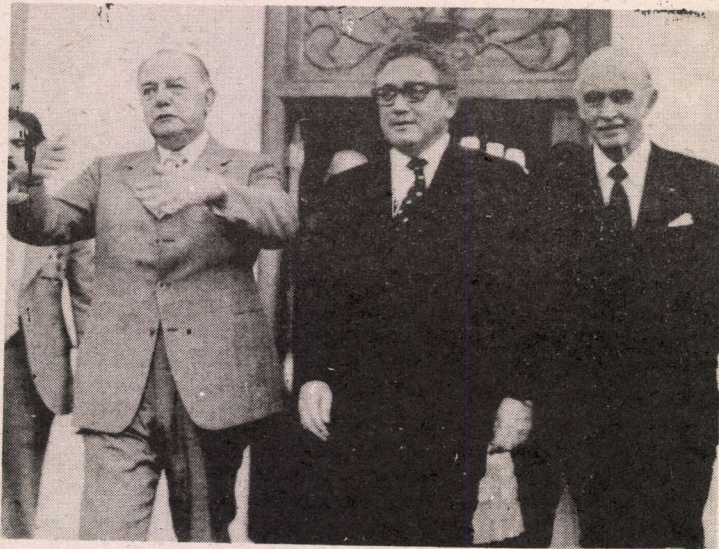
Il n'y a pas eu d'accord. Seules ont été fixées les dates du 8 mai pour la consultation référendaire et l'élection de l'Assemblée constituante et celle du 27 juin 1977 pour la date de l'indépendance.



## La politique américaine

■ Il n'y a jamais eu en Afrique noire de guerre comparable à celle du Vietnam, de la Corée... L'engagement militaire de l'impérialisme US le plus remarquable en Afrique aura été celui du Congo, par l'intermédiaire des « casques bleus » en 1960.

Dans un premier temps, la politique américaine a consisté à faire pression sur la France et l'Angleterre pour qu'elles acceptent le partage du gâteau africain. Aujourd'hui que cela est fait, les Américains sont à la recherche, sur place, d'hommes à leur botte mais suffisamment représentatifs, pour être autre chose que des fantoches incapables de résister au moindre coup d'Etat militaire. En Angola, par exemple, après avoir hésité entre les différents leaders, les Américains ont commis l'erreur de ne pas miser sur Neto, le responsable du MPLA. Ce n'est ni le programme ni la politique de ce dernier qui pouvaient gêner les USA. De toute façon et dans tous les cas, l'initiative appartient aux USA. Ces derniers ont su faire rapidement la différence entre les proclamations anti-impérialistes et les réalités. C'est ainsi que, si tous les jours la *Voix Révolutionnaire de Conakry* (Guinée) attaque l'impérialisme US, cela n'empêche nullement les capitalistes américains d'engranger des super-bénéfices sur la bauxite guinéenne. Le dernier obstacle politique à l'extension de l'influence US en Afrique, Kissinger a essayé de le faire sauter avec son voyage en Afrique du Sud et en Rhodésie.



La politique « africaine » des Américains n'est donc pas très différente de la politique « asiatique » ou celle d'autres régions du monde. Le problème pour les USA est qu'historiquement ils n'ont pas été liés au sort du continent. De là la difficulté apparente à trouver sur place des hommes de confiance. Mais le retard est en train de se combler, notamment avec l'arrivée massive de capitaux depuis quelques années. L'autre aspect de cette politique, c'est la lutte d'influence contre l'URSS. Malgré les apparences, ce que l'on appelle les « hésitations américaines » à propos de l'Angola

notamment, il n'est pas question pour les dirigeants impérialistes d'accepter un partage, quel qu'il soit, avec les Soviétiques. C'est donc la lutte et éventuellement la guerre qui tranchera le rapport de forces. Parce que la « coexistence pacifique », c'est la situation qui consiste pour les grandes puissances à résoudre un certain nombre de conflits en faisant se battre entre eux les peuples. On le voit, la politique américaine ne peut donc qu'être synonyme de crises pour le peuple noir, que l'on fera peut-être encore s'entretenir pour les intérêts impérialistes.

## La politique de l'URSS

On assiste, depuis quelques mois, à une véritable campagne expliquant que, de l'Angola à la Zambie en passant par le Congo-Brazzaville, il existe une véritable colonisation de l'Afrique noire par les Soviétiques. Les actifs défenseurs de l'indépendance africaine de Paris à Londres sont les mêmes qui quadrillent le continent noir avec leurs usines, leurs capitaux, leurs navires et leurs hommes de paille.

Bien entendu, l'URSS cherche à élargir ses relations stratégiques et diplomatiques en Afrique. Mais pour le peuple noir, cela ne peut pas être synonyme de grands changements en sa faveur.

L'URSS ne dispose pas de Parti Communiste dans la plupart des pays d'Afrique noire, et c'est de gouvernement à gouvernement qu'ont lieu les relations.

Avant leur indépendance, l'URSS ne s'est jamais fait remarquer par la lutte pour l'émancipation des peuples d'Afrique. Depuis l'indépendance, certains pays se sont tournés vers l'URSS dans leur lutte contre l'ancienne métropole. C'est de cette manière que les Soviétiques sont entrés en Afrique.

Leur politique est celle d'une grande puissance qui essaie d'agrandir sa zone d'influence en échange de roubles et d'armes. Peu importe le régime, l'URSS ne met aucune condition politique à ses relations. Du Nigéria à la Zambie en passant par la Guinée et le Mozambique, des dictatures succèdent aux dictatures. Peu importe pour le Kremlin, du moment que les dirigeants acceptent, même en paroles, même pour un temps, de faire partie de la zone d'influence russe, face aux USA. Le seul problème, c'est la défense des intérêts des bureaucrates, pas ceux du peuple africain.

Mais la fragilité de ce type de relations est évidente, car à leur niveau les Etats africains jouent habilement de la politique de la « bascule ». Essayer d'obtenir, à la fois, une aide de plusieurs capitales, ou essayer de faire augmenter cette aide en menaçant de changer de « camp », voilà sur quel type d'alliés peut s'appuyer l'influence russe en Afrique, et voilà en fait ce qui se cache derrière tous les discours « socialistes » et « marxistes-léninistes » des dirigeants progressistes africains. On le voit, il n'y a pas de quoi effrayer les impérialistes.

## Le triomphe des dictatures



■ Aucun Etat d'Afrique n'a de vie démocratique : ou ce sont des dictatures militaires, ou ce sont des régimes avec un parti unique au pouvoir, comme en Guinée où les opposants sont en prison ou mis dans l'impossibilité de s'exprimer. Les syndicats sont interdits et, quand ils ne le sont pas, ce sont des officines de l'appareil d'Etat. Il existe encore un pseudo-pluralisme politique au Sénégal par exemple : c'est le gouvernement qui décide quel parti a le droit à l'existence et quelle doit être son... idéologie.

Si les Africains sont aujourd'hui sous la botte de dictateurs, qu'ils soient mili-

itaires comme Bokassa, Amin Dada, ou civils comme Senghor, ils payent là aussi le prix du colonialisme et de l'impérialisme. Ce dernier a souvent favorisé la naissance d'une élite noire, qui assure la succession et se montra un dévoué serviteur de l'impérialisme. Le cas le plus typique est celui du dictateur Léopold Senghor, « camarade de classe » de Pompidou. Mais en Afrique la couche de privilégiés qui a bénéficié de l'indépendance politique est très restreinte. C'est pourquoi, dans ces pays, la bourgeoisie, le personnel politique et l'armée se confondent complètement.

En conséquence, la forme de domination politique ne peut être que la dictature. La dictature est une nécessité parce qu'elle seule peut imposer à toute la population des sacrifices, la misère, en contrepartie des travaux forcés. L'Afrique pillée par l'impérialisme, c'est la misère, et les dirigeants des Etats africains sont chargés de gérer cette misère et de la faire accepter à leur peuple, sans qu'ils puissent protester, à travers des programmes politiques, des partis politiques. Aussi aucune contestation n'est possible. Pour faire régner l'ordre, ces Etats s'appuient sur l'armée, la police. C'est pour cela que

## Des anciennes colonies bien protégées

La récente décision de la France de fournir en avions de transport l'armée marocaine qui intervient au Zaïre rappelle à quel point l'impérialisme européen a gardé de « liens » en Afrique.

Les anciennes puissances coloniales se sont vues depuis 1960 fortement concurrencées auprès des gouvernements africains par les grandes puissances. Et ainsi elles voient se réduire le pactole tiré de l'exploitation des masses africaines. Malgré tout, les anciens liens politiques font que, pour bien des Etats africains, la seconde capitale (pour certains, leur première) reste Paris ou Londres. C'est dans la logique de l'indépendance « octroyée » depuis 1960. Et c'est dans cette même logique qu'au début de 1964 les troupes britanniques réprimèrent un soulèvement mi-

litaire contre les gouvernements d'Afrique Orientale et que les troupes françaises font échouer un mouvement insurrectionnel au Gabon. Il n'est d'ailleurs pas impossible qu'en certaines circonstances on puisse revoir d'autres interventions de cette nature. Nombre d'accords militaires entre la France et quelques pays d'Afrique ne peuvent qu'avoir cette signification. La France a des accords de défense avec le Cameroun, le Gabon, la République Malgache, le Sénégal, le Togo ; des accords d'assistance militaire technique avec le Cameroun, la République Centrafricaine, le Tchad, le Congo (Brazzaville), le Dahomey, le Gabon, la Côte-d'Ivoire, la République Malgache, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Togo et la Haute-Volta... On le voit, les anciennes colonies sont bien protégées.

les dictatures militaires prennent le pas en Afrique.

L'appareil militaire se charge non seulement des tâches de maintien de l'ordre, mais il prend en main directement la vie politique, puisque c'est la seule force organisée, et ce, à l'échelle de l'Etat tout entier, quelles que soient les différences ethniques, linguistiques de celui-ci. C'est si vrai que maintenant la contestation

ne peut s'exprimer et s'exprimer efficacement qu'à l'intérieur de l'armée elle-même. Ainsi Tombalbaye a été renversé par un militaire qui a été victime fin mars 1977 d'une tentative de coup d'Etat militaire.

Les Etats africains ne peuvent tous qu'évoluer vers des dictatures militaires ou civiles, tant que le continent sera sous la mainmise de l'impérialisme.





# socialisme ou barbarie

La charrue en bois qui côtoie l'ordinateur, l'ère atomique qui côtoie l'an 1000. Une classe ouvrière jeune, concentrée, combative, face à une bourgeoisie compradore et son Etat pléthorique. Une paysannerie misérable que l'on force à la trique à donner le maximum des fruits de sa sueur aux représentants locaux du capital international. Toute cette société enfermée dans le corset de fer de la dictature personnelle, tout un peuple travailleur auquel une bourgeoisie incapable et archaïque met les menottes. Tout cela crée autant de situations explosives. Mais jusqu'à maintenant, tous les mouvements de protestation et de révolte ont été déviés de leur objectif et n'ont bien souvent servi qu'à remplacer un dictateur par une dictature. C'est en fait là un des résultats les plus tangibles du programme nationaliste.

## La voie nationaliste

Mais ce n'est pas la seule voie pour l'Afrique. Aujourd'hui, le continent noir est à la croisée des chemins : ou bien la voie nationaliste, « radicale » ou modérée, c'est-à-dire la voie d'un monde dominé par l'impérialisme, la voie de la barbarie, faite de misère, de sous-développement, de racisme ; ou bien la voie socialiste. Mais en fait le choix est même fallacieux : la voie nationaliste, pour l'Afrique comme pour l'Asie, ce n'est pas la voie radieuse de l'émancipation et de la liberté que l'on présente, à toutes les sauces, aux peuples misérables de ces continents. Bien évidemment, les sources du nationalisme sont nombreuses.

On le retrouve dans le programme et les discours des hommes au pouvoir et dans le programme des oppositionnels qui, pour un certain nombre, remplissent les prisons ou mènent des actions de guérilla, ou bien encore sont réfugiés en Europe. Le nationalisme apparaît ainsi comme la voie la plus moderne et la plus rationnelle de l'émancipation. « Luttons contre l'esprit tribal, l'esprit de clan, les préjugés ethniques, et construisons un seul et même pays. L'indépendance, c'est avec la dignité retrouvée, la seule solution pour lutter et vaincre la famine, la souffrance et la misère. Pour cela, il faut

une autre, au mieux la justification à une dictature personnelle féroce. La voie nationaliste est, en vérité, impossible et utopique, pour la simple raison que le système impérialiste qui couvre la planète ne permet plus, ni politiquement ni économiquement, ce type d'évolution. Le proposer comme drapeau aux masses misérables de l'Afrique, c'est propager des illusions mortelles. Cette voie n'est partout synonyme que de sacrifices pour les masses travailleuses, au bénéfice d'une couche bureaucratique, dictatoriale, et au nom d'un avenir de guerres et de conflits pour la défense de quelques arpents de

à la barbarie actuelle, et même plus, cela revient à faire accepter et subir la domination impérialiste, qui persiste sous les fallacieuses illusions de l'« indépendance nationale ».

## La voie socialiste

Mais une autre voie est possible. Une autre voie est nécessaire. C'est celle de la préparation de la révolution sociale, du soulèvement prolétarien. C'est en définitive la seule voie possible pour les militants africains et pour le peuple noir tout entier. L'Afrique est largement

un tel ensemble d'hommes peut offrir une perspective humaine à la société africaine. Cette classe, elle existe en Afrique : c'est la classe ouvrière. Les millions de travailleurs des mines, des plantations de coton, des grands ports, des services publics forment, à travers toutes les divisions réelles et entretenues, la seule force capable d'atteindre la bête impérialiste au cœur, c'est-à-dire dans sa situation économique, dans ses profits.

L'avenir de l'Afrique passe par la mobilisation et la prise de conscience de cette classe. Bien sûr, dans sa lutte, l'ouvrier africain reprendra à son compte toutes les revendications des classes misérables de la société africaine, de la même manière que les prolétaires russes ont donné la terre au moujik et la liberté à toute la société. Mais surtout, par l'ampleur et l'importance de son combat sur la scène internationale, la classe ouvrière noire offrirait une perspective à l'ensemble de l'Univers, comme la victoire des Bolchéviks ouvrit une nouvelle période remplie d'espoir et d'enthousiasme dans la lutte contre les riches et les puissants. Mais pour cela, il est nécessaire, en Afrique comme en Amérique latine et en Europe, de créer des partis ouvriers révolutionnaires, implantés, ayant la confiance des grandes masses. Pour cela, il faut que les révolutionnaires africains rompent définitivement avec tous les courants du nationalisme et se situent par leur programme et par leur activité sur un autre terrain, avec un autre drapeau, le drapeau rouge des travailleurs du monde entier.



un Etat uni et fort, qui se fasse respecter à l'intérieur et à l'extérieur. » Voilà, avec des nuances de droite ou de gauche, ce que l'on propose au mineur du Zaïre et au pasteur du Sahel.

Et c'est cette politique qu'ont tenté d'appliquer, à leurs débuts, des régimes comme celui de Sékou Touré en Guinée, de N'Krumah au Ghana.

Quinze ans après, leur échec est évident, le nationalisme des dirigeants africains « radicaux » est devenu au pire un prétexte à l'exploitation d'une ethnie par

terre et du maigre capital accumulé grâce au travail éternuant des masses.

Et cela n'est pas seulement vrai de l'Afrique noire. Ce problème dépasse le continent noir. A l'époque impérialiste, à l'époque où l'un des impérialismes dicte sa loi au monde et aux pays, même les plus puissants, la voie nationale est tout simplement un cul-de-sac. Mobiliser tout un peuple ou toute une classe de la société pour la réalisation de cette idée, revient en définitive à choisir le moyen de ne rien bouleverser,

mûre pour jouer un rôle moteur, dans ce cadre-là, à l'échelle internationale. La Russie, il y a soixante ans, était encore un excellent exemple de la seule voie réaliste de l'émancipation. Rejeter le vieux programme nationaliste qui, quelles que soient les étiquettes, ne peut bénéficier qu'à la bourgeoisie grande et petite. Pour mener ce combat, les révolutionnaires africains ne peuvent compter que sur une seule classe, une classe qui n'est liée par aucun intérêt à la vieille société, ni aux coffres-forts impérialistes. Seul

## Afrique du Sud : LE DÉBUT DE LA FIN

Les révoltes de Soweto, malgré la répression sauvage, ont ébranlé le régime de l'Apartheid. Le régime n'a pas réussi à désamorcer l'aspiration à l'émancipation nationale de la majorité africaine. Il n'a pas réussi à détourner cette aspiration vers le micro-nationalisme des ethnies, par la création d'Etats du genre Transkei.

Mais si les Africains ne peuvent plus supporter la domination des racistes, les Blancs, eux, ne veulent pas céder la place, ne veulent pas se sacrifier sur l'autel des intérêts généraux de l'impérialisme. C'est une situation explosive, dans un pays où la classe ouvrière est de loin la plus importante d'Afrique. C'est pour cette raison que les impérialistes américains suivent de très près et voient d'un

assez mauvais œil ce qui se passe en Afrique du Sud.

Les révolutionnaires y voient, eux, un avenir gros de promesses pour l'ensemble du continent africain. Ce qui se passe à Johannesburg est ressenti comme un espoir de libération par toutes les masses africaines opprimées du Sénégal, du Cameroun, d'Ouganda et d'ailleurs. Et cela malgré l'impérialisme, malgré les Etats des pays indépendants à son service.

L'impérialisme, lui, ne veut pas d'autres Soweto, en Afrique du Sud ou ailleurs. Et s'il le faut, Vorster devra céder la place. Mais même dans ces conditions, même avec la suppression de l'Apartheid et quelques autres petites concessions, rien ne sera joué.

Car chasser Vorster, prendre en main le pays, ce qui est l'aspiration des travailleurs et des paysans africains, cela peut aussi signifier prendre en main ses usines, ses mines, ses ressources économiques. La classe ouvrière sud-africaine peut confisquer les biens d'une classe capitaliste composée exclusivement d'Européens et garder le contrôle sur ces biens, de manière à empêcher que d'autres capitalistes, africains cette fois, recueillent l'héritage des richesses créées par les ouvriers et les paysans pauvres. La classe ouvrière peut le faire. Elle doit le faire, car c'est la seule politique qui puisse ouvrir les voies d'une indépendance véritable pour les masses africaines d'Afrique du Sud et du continent tout entier.



## Bibliographie sommaire

**Impérialisme et sous-développement en Afrique**, de Samir Amin - Anthropos - 1976 - 55 F.

**Qui se nourrit de la famine en Afrique ?**, du Comité d'information Sahel - Petite collection Maspéro - 1975.

**Le Tiers Monde en chiffres**, de Pierre Jalée (Edition revue en 1974) - Petite collection Maspéro.

**L'Afrique Noire contemporaine**, sous la direction de Marcel Merle - Collection U - 1972 - 82,50 F.

**L'Afrique Noire**, de Jean Suret-Canale - Editions Sociales - 1973 (3 tomes).

**L'Afrique Noire est mal partie**, de René Dumont - Coll. Politique - 1973.



# L'escroquerie des Flanades

Les restrictions de crédit n'existent pas pour tout le monde. 80 millions de francs, c'est la somme approximative de ce qu'aurait distribué gracieusement une filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations (caisse fonctionnant sous le contrôle de l'Etat) aux Flanades, à Sarcelles.

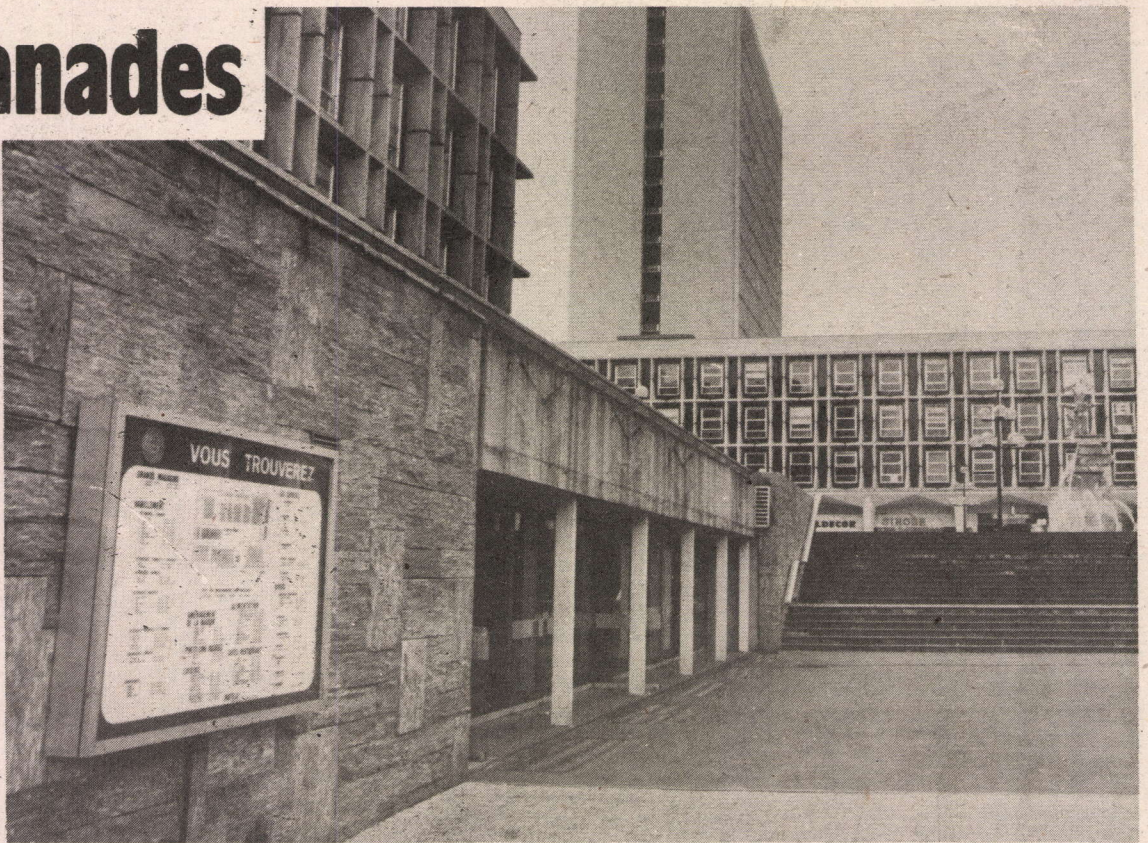
La CIRP en effet accordait des facilités financières de 500.000 à 3.000.000 F aux sociétés commerciales désireuses de s'installer aux Flanades. Et cela sans exiger la moindre justification de travaux. Un appât en somme. Mais les sociétés commerciales qui fournissaient systématiquement des devis de travaux surévalués de 50 à 70 %, quand travaux il y avait (ce qui apparemment était rare), se hâtaient en fait de se déclarer en faillite, sitôt l'appât empoché, et disparaissaient. 80 millions ont ainsi disparu, sous forme de prêts non remboursés.

Alors, qui est responsable ? Des administrateurs de la CIRP, des propriétaires immobiliers, des directeurs de centres commerciaux ? Sans doute beaucoup de gens bien placés, bénéficiant de complicité et d'appuis en haut lieu.

Mais le plus révoltant est que le scandale des Flanades ait été possible, alors que chaque jour, parce qu'ils n'ont pas pu payer leur loyer, des centaines de travailleurs, souvent chômeurs, sont expulsés de leurs logements. Ce qui est écœurant, c'est de voir quelles difficultés un travailleur rencontre lorsqu'il sollicite un prêt ou un crédit, quelles justifications on lui demande de fournir, plutôt deux fois qu'une, pour une somme dérisoire.

On ne prête qu'aux riches, dit-on, ce qui leur permet de voler plus à l'aise.

Odette DYLAN.



Au Centre Commercial des Flanades, certains ont trouvé... de quoi améliorer leur ordinaire. (Rush-Gérald Buthaud)

## Pont-Aven : les parcs à moules pollués

Les parcs à moules de Pont-Aven sont infestés de colibacilles : de 1.800 à 3.000 par millilitre d'eau, c'est-à-dire de 6 à 10 fois plus que la normale. Conséquences directes de cette contamination : 750 tonnes de moules sont interdites à la commercialisation et une cinquantaine de personnes sont menacées de chômage.

Plusieurs causes sont à l'origine de cette pollution. Une commune voisine déverse directement ses eaux usées en amont de la rivière ; elle n'a pas obtenu les crédits pour construire sa propre station d'épuration des eaux. Les rejets de plusieurs porcheries suivent le même chemin ; là encore parce que les installations non-polluantes coûteraient trop cher.

Les eaux de pluies drainent jusqu'aux parcs les pesticides et engrais chimiques que les agriculteurs répandent sur leurs champs. Enfin, pour couronner le tout, la station d'épuration de Pont-Aven, pourtant très récente, est fissurée et laisse s'échapper des eaux non traitées.

Ce fait divers mesure tout le

soin porté aux questions de pollution dans cette société.

Autant de raisons, autant d'histoires de gros sous. Le résultat c'est que, une fois de plus, l'intérêt général, celui de la collectivité, passe après tous les intérêts individuels qui, depuis les constructeurs de la station d'épuration de Pont-Aven aux proprié-

taires de porcheries, ne sont guidés dans leurs actions que par des calculs de rentabilité individuelle.

C'est le monde à l'envers, et pourtant c'est le nôtre et, si nous nous laissons faire, il nous détruira peu à peu.

Pierre LEMAIRE.

## la revoilà...

Dans six semaines, ce sera la fête de Lutte Ouvrière à Mériel Villiers-Adam, les 28, 29 et 30 mai.

De nombreux artistes animeront notre fête.

Nous pouvons annoncer la participation de Rufus, de Debronkart (chanteurs), de Bill Coleman (jazz), de Benito Merlino (chanson italienne), des Moun'kika (folk antilles), des Capvaih (folk occitan). Les Relax animeront le bal. Ce ne sont là que les toutes premières réponses définitives, mais nous pouvons déjà dire que le spectacle sera riche et varié.

Comme l'an dernier, nous présenterons désormais chaque semaine des interviews d'artistes qui nous prêtent bénévolement leur concours.

### Jacques Debronkart

Nous avons interrogé Jacques Debronkart sur les rapports de l'artiste avec la société et, plus généralement, sur ce qu'il lui semblait important d'exprimer à nos lecteurs :

« L'artiste, le chanteur, l'auteur-compositeur comme moi, c'est à tort qu'on le considère comme une entreprise privée, sans lien avec ses camarades. En fin de compte, il a des liens avec tous ses camarades de travail, qu'ils soient de gauche ou pas.

Dans ma maison de disques, il y a environ 120 chanteurs, dont 15 suffisent à faire vivre la boîte, à lui faire faire des profits. Je suis en état de demandeur, de quémendeur vis-à-vis de ma maison de disques, et plus encore de la télé. Je n'ai aucun droit à faire écouter mon disque à la radio ou à la télé.

Cette solitude de l'artiste, c'est une des choses les plus pénibles à supporter. En temps de grève, les gens, les travailleurs ont un mouvement vers nous. Le reste du temps, ils ont un recul : l'artiste ne va pas nous comprendre. Il

faut absolument considérer l'artiste comme appartenant à la société. La société ne peut pas vivre sans poètes, sans chanteurs, sans théâtre. Du moins il me semble. Les gens dans les usines en grève créent spontanément des spectacles.

Il faudrait, je pense, instituer un comité, composé d'artistes, qui donnerait à tous ceux ayant une qualité minimum la possibilité de passer à la télé.

Peut-être (je ne préjuge pas) le public dirait : « On a aussi aimé un tel, et pas seulement Mireille Mathieu ». Il faudrait donner cette chance aux artistes.

Quand on montre à l'heure actuelle Macias ou Mireille Mathieu, le public en fait n'a pas le choix : c'est la même chose.

A la télé, il y a en fait 40 artistes qui passent régulièrement. J'ai l'impression malheureuse que, parce qu'il existe un Ferrat, un Ferré, le public croit que les anarchistes, les communistes passent à la télé. Or sur les 40, ils sont les seuls.

## la fête



Jacques Debronkart.

J'ai l'impression que trop de gens considèrent notre métier comme un métier de luxe, sous prétexte qu'il leur faut payer cher pour venir nous voir.

Dans énormément de cabarets, on gagne 50 F par soirée, moins que le SMIC (il faut compter un jour de relâche, plus le lundi ; et le mardi, il n'y a personne et on ne chante pas).

De plus, on exige d'eux de la gaieté et de l'élégance.

### Les Moun'kika

(LA NOUVELLE CHANSON ANTILLAISE)



Les Moun'kika.

● Cela fait deux ans maintenant qu'ils jouent ensemble. Ils sont déjà venus, à la fête de la Pentecôte l'année dernière et ils reviennent cette année à Mériel ainsi qu'à la Porte de Pantin, le 24 avril, pour la fête de Ceux du Technique.

« Quel genre de folk faites-vous ?

— Nous faisons du folk antillais, qui n'a rien à voir avec le genre folklorique touristique.

— De quoi parlez-vous dans vos chansons ?

— Nous parlons surtout des problèmes politiques, sociaux et culturels des Antilles, où l'exploitation et la répression coloniales sont plus que jamais d'actualité. Notre répertoire aborde aussi des événements de la vie quotidienne qui, quelquefois, ne manquent pas d'humour.

— Quel rôle pensez-vous que la musique a joué et joue encore aujourd'hui ?

— La musique et les chansons ont souvent servi à détourner les peuples de leurs vrais problèmes et à leur faire accepter la misère, la souffrance, l'inégalité comme des choses normales. Nous pensons que la « nouvelle expression » culturelle antillaise en général et la musique et les chansons, en particulier, sont en train, depuis peu de temps il est vrai, de faire germer des idées nouvelles.

Tous ceux qui ont aimé les Moun'kika l'année dernière peuvent obtenir leur disque aux Editions Droug à Nantes ou, mieux encore, ils peuvent aller les voir à Angoulême, le 6 mai, au Club Aînés-Jeunes à la Grande-Font, place Kléber, à 21 heures.



## Région du nord :

# Des patrons assassins et cyniques... que couvre la justice

L'exploitation capitaliste tue et mutilé. Mais c'est bien rarement que la justice bourgeoise juge les patrons responsables.

Des membres de la Fédération des Mutilés du Travail de la région du Nord nous ont fourni des documents — à fin de publication — sur des « affaires » d'accidents du travail où des patrons criminels ont été blanchis. Nous relatons ici certains de ces faits. Ils méritent d'être dénoncés.

### LE PATRON EST RESPONSABLE DE LA MORT D'UN OUVRIER : IL EST RELAXE

Nous avons déjà relaté dans *Lutte Ouvrière* (n° 383) un accident mortel survenu à la Société des Eaux du Nord, le 24 décembre 1975.

Ne s'agissait-il pas d'un véritable assassinat ? Travail sans visibilité, avec un camion-grue, sous une ligne à haute tension (150 000 volts !) : il fallait relever deux pompes d'une station d'épuration.

En dépit du règlement, le courant n'avait pas été coupé. Il pleuvait sans arrêt. « Ça me dégoûte de travailler comme ça. Je n'y vois rien ». Voilà ce qu'a dit le travailleur à un de ses camarades. Un moment après, il mourait électrocuté, soit parce que la grue avait touché les fils, électriques, soit parce qu'elle en était assez proche pour provoquer un arc de 150 000 volts.

La ligne ne passait qu'à 3,40 m de la station.

A sa manière, le P-DG des Eaux du Nord a reconnu les faits : pendant que l'affaire traînait en justice, de tribunal en tribunal, il a fait faire le travail par une entreprise extérieure, bien mieux équipée. L'EDF, quant à elle, avait détourné la ligne.

Mais en termes juridiques, un tel assassinat s'appelle : homicide involontaire. Et cela ne devait coûter que 8 000 francs au P-DG.

Mais il faut croire que c'était encore trop. Les Eaux du Nord ont fait appel devant la quatrième chambre correctionnelle de Douai. Ce tribunal de Douai est tristement célèbre, et mérite sa réputation. Les patrons le savent. Et, en effet, le P-DG vient d'y être re-

laxé purement et simplement. Ainsi, on recommence... et on efface tout !

Un dernier fait pour compléter le tableau : sans consulter la veuve, le jour de la mort de l'ouvrier, le P-DG des Eaux du Nord s'est chargé à la va-vite de faire mettre le corps en bière. Un mois après, dans une lettre cynique, il réclamait la facture à la veuve. Et comme celle-ci, effondrée, ne donnait pas suite, il retirait la somme de 2 105 F du capital décès qu'il devait lui verser.

### LE PATRON EST RESPONSABLE : C'EST L'OUVRIER QU'ON ACCUSE

A la STID, Société Industrielle et Technique de Dunkerque, à Rosendaël, un ouvrier mourait écrasé par un de ces engins de manutention que l'on appelle des clarcks.

Ce clarck n'était pas homologué suivant les normes. Il n'avait pas de frein. De plus, celui qui le conduisait, un jeune de seize ans et demi (il en faut 18 pour conduire cet

engin), n'avait pas de permis. C'est le patron qui lui avait dit de conduire ce clarck...

Mais peu importe ! Maintenant, c'est ce jeune travailleur qui doit comparaître devant le tribunal de Dunkerque, le 25 avril. Le patron, lui, n'est pas inquiété.

Ainsi, même si ce jeune travailleur n'est pas condamné, le voilà marqué à vie : non seulement parce qu'il est déjà bouleversé par l'accident qui a coûté la vie à un de ses

camarades, mais aussi parce qu'on le traîne en justice, on le traite comme un suspect, si ce n'est comme un assassin...

Et pourtant, c'est lui aussi la victime dans cette histoire. Victime du peu de prix que les patrons accordent à la santé et à la vie des travailleurs, et victime du fait que la justice bourgeoise est bien prompte à blanchir les crimes des exploités.

Correspondant LO

Ces faits sont révoltants, mais ils ne sont pas isolés car la politique qui consiste à dégager la responsabilité des patrons en cas d'accident est courante.

Ainsi par exemple, alors qu'en 1972 on comptait 12 427 condamnations de patrons à la suite de procès verbaux relevés par l'Inspection du travail, en 1974, d'après une note du ministère du Travail lui-même, ce nombre est tombé à 6 645. Pourtant les accidents et les infractions à l'hygiène et à la sécurité sont toujours aussi nombreux dans les entreprises.

Par ailleurs, le gouvernement a fait voter, il y a quelques mois, le 6 décembre 1976, après le « scandale » provoqué par quelques incarcérations de patrons, une nouvelle loi qui permet d'atténuer considérablement la responsabilité pénale des employeurs. Pour qu'un patron soit considéré directement comme responsable, il faut maintenant qu'on puisse établir qu'il y a faute directe de sa part. Cela leur permet certainement de trouver plus facilement encore de lampistes en faisant retomber la faute des accidents sur les cadres ou les ouvriers eux-mêmes.

Pour arrêter l'hécatombe des accidents du travail, ce n'est ni sur la bonne volonté des patrons ni sur la loi et les tribunaux que les travailleurs peuvent donc compter, mais sur leur force, leur réaction, leur organisation.

## Quand le groupe Malakoff envisage la retraite à 60 ans

La revue *Groupe Malakoff*, publiée par le Groupe du même nom, qui regroupe des caisses de retraite complémentaire, consacre son dernier numéro au problème de l'abaissement de l'âge de la retraite.

D'après ce digne organisme, à gestion paritaire, théoriquement sans but lucratif, mais qui réalise néanmoins de fructueux placements, l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans présente bien des inconvénients. Et les caisses de retraite ne pourraient supporter la retraite à 60 ans qu'à condition d'augmenter les cotisations de 50 %, ou d'abaisser la valeur du point, c'est-à-dire les retraites complémentaires, de 30 % !

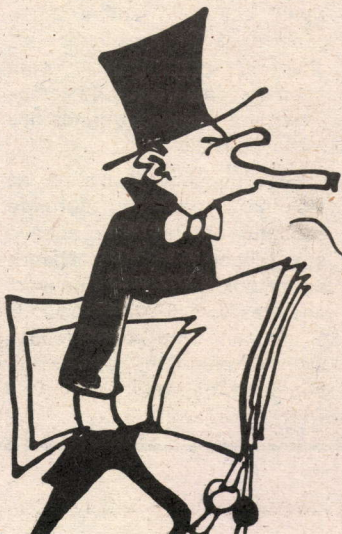
Une lueur d'espoir dans ces sombres prévisions : les années

1980-1985. A cette époque en effet, accéderont à l'âge de la retraite les classes creuses de la Première Guerre mondiale — classes creuses correspondant à la baisse de la natalité des années 14-18... et à l'augmentation de la mortalité de la Seconde Guerre mondiale...

Heureusement qu'il y a de temps en temps une guerre pour permettre aux caisses de retraite de faire du social... quarante-cinq ans après !

L'article en question s'intitule : « un choix du cœur, plutôt qu'une nécessité ». Un choix du cœur qui, pour les caisses de retraite complémentaire, ressemble fort à une sordide et cynique histoire de sous.

Correspondant LO.



ET VIVEMENT  
LA TROISIÈME  
GUERRE MONDIALE •  
QU'ON N'AIE  
PLUS À PAYER  
LES ALLOCATIONS  
RETRAITE !..

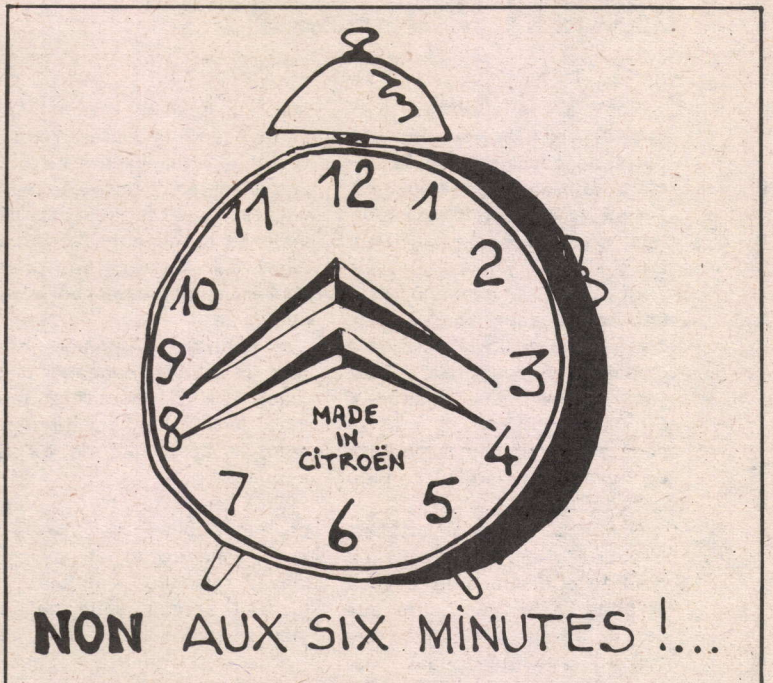
## CITROËN (St-Ouen-Les Epinettes) :

# Rallongement du temps de travail

Suite à une proposition de la CFT, Citroën a décidé cette année de nous donner la possibilité d'avoir deux ponts, celui du 14 juillet et celui de la Toussaint, mais à condition bien sûr que nous les récupérions. Pas question de nous en faire cadeau, et c'est dès maintenant que nous les récupérons en faisant six minutes de travail en plus tous les jours, et ceci jusqu'à la fin de l'année.

Cette décision est loin de contenter tout le monde à l'usine. Bien sûr, la possibilité d'avoir les deux ponts est satisfaisante, mais la récupération pas du tout. Pour certains travailleurs, particulièrement ceux de l'équipe du soir, ces six minutes rallongent considérablement le temps passé dans les transports, car les horaires ne correspondent plus. Pour tout le monde, en tout cas, c'est un rallongement du temps de travail alors que nous faisons déjà plus de 40 heures par semaine.

Pendant ce temps, la CFT, elle, faisait signer une pétition réclamant les ponts et la récupération, tout en laissant croire, oralement, qu'elle était pour les ponts, mais contre toute récupération. De nombreux travailleurs, notamment



ceux qui ne savent pas lire le français, signèrent, en toute bonne foi, comme ils signèrent également la pétition de la CGT, croyant que les deux allaient dans le même sens.

Le mécontentement est général dans l'usine, même les chefs râlent, et certains travailleurs le manifestent en par-

tant à l'heure normale, mais la plupart reprochent à la CFT son attitude crapuleuse et se demandent pourquoi, face à cela, les syndicats, et particulièrement la CGT, ne proposent rien de concret pour faire reculer la direction.

Correspondant LO



# La lutte continue

Après la coupure du week-end de Pâques, personne ne pouvait dire ce qui se passerait. Pourtant, mardi, les travailleurs ont montré qu'ils étaient installés dans la grève. En effet, le mardi 12 au matin, quelques centaines de travailleurs de la GM sont venus à l'usine, échelonnés tout au long de la matinée. Pour eux, comme pour ceux qui n'étaient pas venus, pas de problèmes, la grève continuait : ils n'avaient pas l'illusion qu'en douze jours de grève la direction allait céder.

Durant le week-end, plusieurs centaines de grévistes — une minorité tout de même — étaient venus à l'usine où des spectacles ont été organisés : le chanteur Armand Mestral, le film *Le sel de la terre* ont contribué à animer le week-end dans l'usine occupée.

Que, deux semaines après le début de la grève, les travailleurs la considèrent comme allant de soi témoigne de la profondeur du mouvement. Mais l'attitude de la majorité des grévistes — alors que mille sept cent cinquante cartes de grévistes ont été distri-

buées, seuls trois à quatre cents grévistes viennent à l'usine tous les jours — comporte aussi un aspect négatif : un certain désintérêt pour l'organisation de la grève, qui est un handicap pour la prise des décisions et pour faire pièce aux manœuvres de la direction. Les syndicats ne font d'ailleurs pas grand-chose pour inciter les travailleurs à une plus grande participation.

Fort heureusement, jusque-là, toutes les manœuvres tentées par la direction se sont soldées par des échecs. Quatre lettres ont été envoyées à l'ensemble du personnel, invitant ceux qui voulaient reprendre le travail à écrire, la dernière lettre comportant même une enveloppe timbrée pour la réponse... Enfin, mardi matin, la direction organisait une réunion des mensuels : sur mille deux cents, il n'en est pas même venu cent. Et, voyant leur nombre, les représentants de la direction sont repartis sans rien leur dire !

Il n'en sera peut-être pas tous les jours de même. Le patron de la GM, appuyé par le gouvernement et sa police, dispose d'autres



possibilités pour porter des coups à la grève. Et, pour s'y opposer, une attitude plus active des travailleurs est nécessaire. Une présence quotidienne plus importante, une responsabilité dans l'organisation et la direction de leur grève peuvent seules donner les moyens aux travailleurs de la GM de s'opposer d'une façon plus efficace à leur patron.

Aujourd'hui, les négociations se passent dans le plus grand

secret, les syndicats ne daignent pas en informer le personnel ; si toutefois négociations il y a, car personne n'en sait même rien.

Faire céder le patron prendra peut-être du temps. Cela dépend aussi des stocks de la GM : le blocage de certaines fabrications — telles que les convertisseurs de couple pour boîtes automatiques, les embrayages, les pompes à essence — peut gêner la GM et per-

turber les chaînes de montage d'Opel-Allemagne. Sur tout cela, les informations manquent. Cela dépend aussi des possibilités d'extension du mouvement à d'autres entreprises.

En tout cas, ces quinze jours de grève montrent la détermination des travailleurs de la GM, qui se battent pour 200 F pour tous et le paiement des heures de grève.

## LA DIRECTION DE LA BNP CÈDE

A la veille du week-end prolongé de Pâques, la direction de la BNP a amorcé son recul. Sur les sanctions d'abord : les deux grévistes révoqués sont rétrogradés « provisoirement », elle promet le paiement à 10 % des jours de grève (qui, après un calcul bien bancaire, devient 30 %) à l'ensemble du personnel qui a participé à la grève. Elle convoque pour le mardi 12 avril les organisations syndicales pour discuter des revendications propres à l'ordinateur, à condition que le travail reprenne. Il ne reprend pas. Bien plus, les piquets de grève sont votés à nouveau et mis en place.

Alors, elle recule encore :

## "BNP à votre service"

La BNP, première banque française, a de nombreux et riches clients. Elle intervient dans la plupart des transactions de ces entreprises et se charge également de virer les salaires et traitements de leur personnel.

Bien évidemment, la grève du Centre de Traitement de l'Informatique — qui entre dans sa cin-

quième semaine — si elle lui fait perdre beaucoup d'argent et paralyse son propre fonctionnement, gêne évidemment celui de ses clients. Et ils le lui ont dit, par l'entremise des directeurs d'agences, assiégés de réclamations.

Voilà qui a rendu conciliant un patron qui s'est voulu musclé.

Aujourd'hui, 14 avril, le travail n'a toujours pas repris et dans l'après-midi doit se tenir une réunion au cours de laquelle la direction doit préciser ses propositions.

Mais c'est déjà une victoire pour les employés de l'ordinateur. C'est aussi une victoire pour l'ensemble des employés de la banque.

## Les dockers de Dunkerque tiennent bon

A Dunkerque, les 2 000 dockers en grève depuis cinq semaines tiennent bon. Pas question pour eux d'accepter le diktat d'Usinor qui, dans le cadre de sa politique de rentabilisation à outrance, prétend remettre en cause leurs avantages acquis.



La semaine dernière, Usinor avait reculé et finalement accepté, d'un bout à l'autre des opérations de déchargement, la présence d'un « débordeur », le docker qu'il prétendait éliminer. Mais le trust de l'acier assortit ce recul d'une condition inacceptable pour

les dockers : le travail en 4 X 8 sur le futur quai aux aciers. Or ce rythme de travail ne se pratique dans aucun port en France, sauf sur les quais minéraliers privés des usines sidérurgiques. L'extension de cette forme de travail à un quai public — le quai aux aciers a été construit avec de larges participations de l'Etat — serait donc une première entorse à la loi de 1947 qui définit le statut des dockers. Et c'est bien ce qui est en cause dans l'actuel conflit.

Le troisième port français paralysé pendant plus d'un mois, une dizaine d'entreprises vivant du port en difficulté, des milliers de leurs travailleurs en chômage partiel ou complet, trois grèves générales des ports français, voilà le résultat de l'obstination d'Usinor qui est décidément prêt à tout pour s'en prendre aux travailleurs. Il est vrai que sa réputation n'est plus à faire : des milliers de licenciés en Lorraine, 83 morts à Dunkerque.

Usinor, ça suffit : c'est le sentiment de tous les travailleurs. Et leur espoir est, cette fois encore, que les dockers le fassent reculer.

Correspondant LO

## L'explosion de la poudrière de Montoux le danger dans la ville

Mardi 12 avril, vers 15 heures, la ville de Montoux près d'Avignon a été secouée par une violente explosion de la fabrique de feux d'artifice de Bellerive. Cette explosion a provoqué la mort de deux travailleurs et dix-sept autres ont été blessés. Le CES qui se trouvait à proximité a été fortement endommagé : les plafonds lézardés tombant sur les élèves ainsi que la projection de verre en ont blessés plusieurs.

La population de Montoux ne veut plus que l'école reste à proximité de ce volcan. Moins de cent cinquante mètres séparaient la poudrière de l'école. Pourtant déjà il y a quatre ans, une explo-

sion similaire avait provoqué la mort de quatre personnes. Mais cela n'a pas empêché de construire l'école à proximité.

En principe, les poudrières doivent être suffisamment éloignées de toute zone d'habitation. Mais la réalité est souvent tout autre. Ainsi dans le cas de Montoux, il y a trois ans, avant la construction de l'école, les parents et les professeurs avaient fait part de leurs craintes au préfet du Vaucluse et au sénateur-maire. Le préfet avait été jusqu'à rire au nez des enseignants. Le préfet, lui, considérait qu'il n'y avait aucun risque. Et l'école avait donc été construite, le sénateur-maire laissant faire.

Il n'est donc pas étonnant dans ces conditions qu'on frise la catastrophe en cas d'explosion.

Comme d'habitude, on va essayer de parler de faute professionnelle. Ce n'est pas à exclure, dit la direction de la poudre-

rie de Montoux, qui cherche à se disculper. Mais quand on connaît la façon d'appliquer la sécurité dans les entreprises, notamment dans les poudreries, on ne peut qu'être sceptique.

P.V.





## Une conditionneuse de l'usine 4 raconte

« Quelle est ta classification ?

— Ouvrière qualifiée.

— Quel est le salaire correspondant à cette classification ?

— En moyenne 1.900 F net et souvent moins.

— Que penses-tu de ton travail ?

— Dégueulasse. On nous demande beaucoup de rentabilité, ce qui nous empêche d'avoir de la conscience professionnelle et nous oblige à effectuer des contrôles rapides. Par exemple, sur les Verrey-Garnier (machines chargées de l'étiquetage), il y avait en septembre, 28.000 flacons par jour à contrôler, il y en a maintenant 40.000 à contrôler — toujours par trois ouvrières. Donc, on laisse passer des corps étrangers. Souvent avec angoisse, je me demande si je travaille dans la pharmacie ou la métallurgie. Dans les ampoules pour piqûres, on trouve de tout : des débris métalliques, des morceaux de verre.

Par exemple, dans les blocs qui envoient les piqûres aux Verrey-Garnier, les machines ne sont pas conçues pour autant de travail, ce qui représente beaucoup de travail supplémentaire pour l'ouvrière. La machine tourne tellement vite qu'elle fait vibrer les flacons et les renverse à chaque instant, donc le sertissage est à refaire et il faut que l'ouvrière retire la capsule pour le recapsulage. Les capsules n'arrivent pas à suivre les cadences de la machine et l'ouvrière doit sans cesse grimper sur un escabeau pour alimenter la machine en capsules. Le rythme est très rapide, ce qui est très éprouvant nerveusement.

Le lavage des flacons, c'est la « Strong » : 60.000 flacons à la journée il y a quelques mois et maintenant 90.000. Comme c'est très dur, le pharmacien a mis un homme pour porter les cartons de flacons qui sont très lourds, et c'est fréquemment que l'ouvrier est appelé à un autre poste et qu'une femme le remplace. Cet ouvrier alimente un disque, c'est lavé et au bout de la machine, une ouvrière récupère les flacons lavés et les met en caissettes. Quand ça tombe, ils se cassent ou ils roulent, ce qui peut provoquer des chutes (comme cela est arrivé à une ouvrière enceinte). L'ouvrière doit renverser les caissettes pour égoutter

l'eau et les empiler ; leur poids et le nombre de manipulations (90.000 flacons !) rendent ce travail très pénible. De plus, on a mal aux jambes à force de piétiner sur place.

— Il t'arrive aussi de travailler dans les blocs stériles ? Comment supportes-tu ce travail ?

— J'étouffe. J'ai l'impression de faire de la claustrophobie. 10 minutes pour se déshabiller (en slip et soutien-gorge) et puis enfiler la tenue des blocs dans un espace très réduit. Quatre portes à franchir avant d'entrer au bloc, on se déshabille dans la troisième. On est les uns sur les autres pour s'habiller à quinze dans un local plus petit qu'une cuisine d'HLM.

A partir de la première porte, nous sommes soumises aux rayons et nous devons nous déchausser et mettre des lunettes. Après la deuxième porte, on se lave les mains au savon et à l'alcool, après on passe au vestiaire. On porte une tenue en coton. On commence par enfiler la cagoule avec nos mains nues puis une tunique et, ensuite, le pantalon, la visière contre les rayons, les bottillons en coton, après les gants, puis de l'alcool sur les gants... et le cirque commence. Seuls sont apparents nos yeux. Si je m'énerve, si je fais de grands mouvements, j'ai l'impression de manquer d'oxygène. Nous entrons au bloc à 7 h 30 jusqu'à 16 h 30 avec une interruption de une heure et demie pour le repas. Nous n'avons pas droit aux quarts d'heure (car cela gâche des tenues supplémentaires et le déshabillage-habillage fait perdre du temps, donc de la production en moins).

Nous arrêtons à 16 h 20, dix minutes pour nous déshabiller. Dans le bloc, je ressens une gêne respiratoire et des bourdonnements d'oreille causés par le bruit. Les femmes enceintes n'ont plus le droit d'y rentrer.

— Que penses-tu de ton travail ?

— Mon boulot, je n'en dis pas du bien, intérêt nul, toujours les mêmes gestes. Je pensais que la fabrication des médicaments était plus consciencieuse. Je ne voyais pas de tels profits. Le soir, je suis tellement fatiguée que la vie de famille est impossible, je n'écoute plus mes enfants, je n'ai qu'une envie : me coucher.

## Victoire des employés du RMR après cinq jours de grève

Le mouvement de grève parti vendredi 1<sup>er</sup> avril, au RMR (service administratif), s'est durci au fil des jours. Il faut dire que, si la grève a si bien tenu, la raison en est que chaque décision était systématiquement discutée puis votée par les trente employés en grève et qu'à chaque entrevue avec la direction tous étaient là, témoins de ce qui se disait.

Ainsi, nous avons successivement pris, comme garantie, les 16.000 dossiers en retard du service, des rangées entières de bordereaux de facturation et toutes les machines à calculer. Tous les matins, nous interceptons le courrier du centre, bloquant ainsi une partie du travail des redevables et des autres services administratifs. Nous nous sommes aussi donné les moyens de faire connaître notre grève autour de nous. Dès lundi 4 avril, nous avons organisé une assemblée de tout le personnel de l'immeuble de Grenelle où nous travail-

lons. (Le RMR est un service de 45 personnes, alors que le centre de Grenelle compte 350 employés.) Le mardi 5, nous envoyons des dizaines de tracts aux services RMR des autres unités de Paris et mercredi et jeudi matin, 6 et 7 avril, nous organisons des réunions d'information dans les trois agences de l'unité.

Le jeudi 7 avril, nous nous sommes rendus à une vingtaine chez le chef de centre, rue de Vienne (8<sup>e</sup>). Et c'est avec les vingt grévistes présents que ce monsieur a eu à discuter. Beaucoup d'entre nous ont tenu à lui dire qu'ils n'acceptaient pas de vivre à 35 dans un bureau de 60 m<sup>2</sup>, de piquer des crises de nerfs au téléphone faute de personnel, etc.

Le chef de centre a tenté, mais mal lui en prit, d'invoquer le déficit d'EGF, les charges sociales, etc. Au bout de deux heures, nous obtenions trois embauches en plus de ce que nous avions obtenu les jours précédents.

En fin de compte, sur les 15 embauches et l'aménagement des locaux demandés, nous avons obtenu au bout de cinq jours de grève :

- 4 remplacements d'employés qui partent ou sont déjà partis dans d'autres services ;
- 6 embauches ;
- le cloisonnement des grands bureaux ;
- un bureau de 50 m<sup>2</sup> en plus ;
- le paiement de trois jours et demi de grève sur cinq.

Pour nous, c'était une belle victoire et jeudi soir nous avons tous défilé dans les couloirs en criant : « On a gagné, on a gagné ». Notre victoire, notre mouvement même sont largement commentés dans les autres services. Beaucoup viennent discuter avec nous pour nous dire que nous avons raison de nous battre et qu'aujourd'hui, il n'y a plus que cela qui pale.

Correspondant LO

ERICSSON :

## Les travailleurs refusent le déménagement à Cergy !

Depuis que la direction des Téléphones Ericsson a décidé le déménagement des ateliers de Colombes à Cergy (340 personnes), les ouvrières et les testeurs débrayent presque tous les jours de une à deux heures. Une bonne dizaine de débrayages a déjà eu lieu et à chaque fois nous manifestons dans les couloirs du siège social aux cris de « Cergy ? non ! Colombes ? oui ! » et à chaque fois les manifestations aboutissent aux portes des directeurs. Nous avons aussi envahi leurs bureaux plusieurs fois.

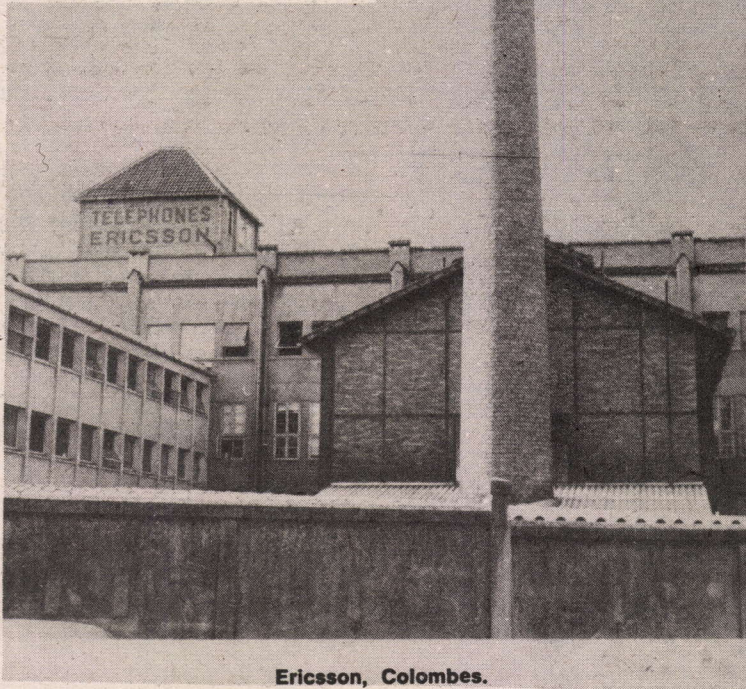
Nous refusons de faire les frais de la restructuration de l'entreprise par la Thomson, d'être expédiés à 25 kilomètres de là et de passer une heure de plus dans les transports ! La direction, elle, veut nous rendre « mobiles » ! Ceci sans tenir compte du fait que beaucoup d'ouvrières ont des

enfants à accompagner matin et soir et que ce déménagement les perturberait énormément.

Dans les ateliers, des talents de compositeurs de chansons sont apparus et chaque jour une nouvelle œuvre est créée à tue-tête dans les manifestations. La direction a convoqué les syndicats pour dire que cela lui était très « désagréable » et qu'à l'avenir « elle ne tolérerait plus de tels mouvements » !

Les 13 et 14 avril sont prévues une réunion extraordinaire du CE et une délégation chez le P-DG à Paris, ainsi que chez l'inspecteur du travail. Malgré les menaces, les travailleurs ont du tonus et ne sont pas prêts à céder.

Correspondant LO.



Ericsson, Colombes.

RENAULT SAINT-OUEN :

## La démocratie musclée du PCF

Jeudi 6 avril, une collecte organisée à Renault Saint-Ouen pour soutenir le bulletin Lutte Ouvrière, a été interrompue au changement d'équipe par un individu, membre éminent du PCF dans l'usine, qui, après avoir arraché le drapeau et projeté l'argent des travailleurs par terre, s'est joint aux gardiens pour réclamer l'expulsion des col-

lecteurs du parking, les traitant de tous les noms et affirmant : « Oui... je suis stalinien. »

Sur le coup il ne semblait guère soutenu par ses camarades. Mais le lendemain, officiellement, le PCF a pris position en distribuant un tract soutenant l'attitude de l'individu musclé. Le titre « La bourgeoisie attaque sous toutes

les formes » est des plus éloquentes. La principale argumentation est : « En laissant collecter les gauchistes sur le parking, la bourgeoisie dispute le terrain de l'entreprise au PC... »

Pour un parti qui fait des libertés son cheval de bataille, voilà qui promet.

Correspondant LO.



# LIVRES

## " PAROLES " D'HOMME

■ Si Jacques Prévert ne connaît vraiment la notoriété que dans les années 1950, il fut néanmoins, avant tout, le poète de 1936. Non pas celui du 1936 officiel des partis de gauche, patriotes et « respectables ». Mais celui des colères et des aspirations populaires qui se révélèrent au grand jour dans le grand mouvement qui secoua alors le pays. Ce qui ne l'empêcha pas de redonner aux choses simples, au soleil, aux fleurs et aux oiseaux, qui cessaient chez lui d'être des lieux communs, leur saveur et leur prix.

Les poèmes de Prévert, ce

n'étaient ni des mots pompeux, ni des phrases obscures, mais des mots de tous les jours. Seulement, ces mots de tous les jours, il savait, en utilisant au besoin le calembour ou le coq à l'âne, les faire se rencontrer de telle manière qu'ils paraissent tout neufs. Et poète accessible s'il en fut, Prévert, grâce à ses chansons en particulier, est encore sur les lèvres de millions de gens.

Le plus simple, pour montrer que Prévert mort, ses Paroles resteront, n'est-il pas, d'ailleurs, d'en citer quelques-unes ?

Notre Père qui êtes aux cieux  
Restez-y  
Et nous nous resterons sur la terre  
Qui est quelquefois si jolie

Avec toutes les merveilles du monde  
Qui sont là  
Simplement sur la terre  
Offertes à tout le monde  
Éparpillées

Émerveillées elles-mêmes d'être de telles merveilles  
Et qui n'osent se l'avouer  
Comme une jolie fille nue qui n'ose se montrer.

(Extraits de *Pater Noster*)

Soyez prévenus vieillards  
soyez prévenus chefs de famille  
le temps où vous donniez vos fils à la patrie  
comme on donne du pain aux pigeons  
ce temps-là ne reviendra plus.

Lorsque avec un bon sourire dans le métropolitain  
poliment vous nous demandiez  
deux points ouvrez les guillemets  
descendez-vous à la prochaine  
jeune homme  
c'est de la guerre dont vous parliez  
mais vous ne nous ferez plus le coup du père Français  
non mon capitaine  
non monsieur un tel  
non papa  
non maman  
nous ne descendrons pas à la prochaine  
ou nous vous descendrons avant  
on vous foutra par la portière  
c'est plus pratique que le cimetière



c'est plus gai  
plus vite fait  
c'est moins cher

(Extrait du *Temps des noyaux*)

L'effort humain  
n'est pas ce beau jeune homme souriant  
debout sur sa jambe de plâtre  
ou de pierre  
et donnant grâce aux puérils artifices du statuaire  
l'imbécile illusion  
de la joie de la danse et de la jubilation  
évoquant avec l'autre jambe en l'air  
la douceur du retour à la maison  
Non  
l'effort humain ne porte pas un petit enfant sur l'épaule droite  
un autre sur la tête  
et un troisième sur l'épaule gauche  
avec les outils en bandoulière  
et la jeune femme heureuse accrochée à son bras  
L'effort humain porte un bandage herniaire  
et les cicatrices des combats  
livrés par la classe ouvrière  
contre un monde absurde et sans lois

(Extrait de *L'effort humain*)

## E = MC 2, mon amour

de Patrick CAUVIN

Histoire d'amour peu banale que celle-ci qui a pour protagonistes deux enfants de onze ans, qui s'amuse comme des gamins mais raisonnent comme des grandes personnes (et même souvent bien mieux). Il faut dire que nos héros sont des surdoués.

Le thème des enfants surdoués est évidemment à la mode, mais il faut concéder à Patrick Cauvin qu'il est bien le premier à en parler avec autant d'esprit. C'est une histoire pleine de drôlerie et de fraîcheur qu'il a construite ici, avec les aventures tragi-comiques de l'enfant presque adolescent qui découvre le sentiment amoureux et se heurte pour la première fois à la société des adultes.

Un livre à lire pour se distraire... et éventuellement se replonger dans ses jeunes années.

Hélène DURY

E = MC 2, mon amour, de Patrick Cauvin. - Ed. J.C. Lattès - 256 pages - 35 F.

## Un lieu pour vivre

de Maud MANNONI

Suite d'entretiens, témoignages pris sur le vif où interviennent les enfants malades mentaux du centre de Bonneuil qu'anime Maud Mannoni, leurs parents et les éducateurs, ce livre présente bien des inconvénients pour le profane: sa forme décousue, le jargon psychanalytique utilisé par les éducateurs...

Mais il a le mérite de témoigner d'un travail de recherche qui bat en brèche bien des institu-

tions établies et des idées reçues. Les enfants soignés à Bonneuil n'avaient aucune chance de guérir dans tout hôpital « normal ». Pour exemple, ces trois enfants étiquetés « grabataires » en hôpital psychiatrique, qui auraient donc dû « normalement » rester dans leur lit jusqu'à la mort, et à qui les activités de Bonneuil ont fait faire d'énormes progrès.

Maud Mannoni pense que la maladie mentale est d'abord un

produit de la société. Que bien des traumatismes ont pour origine la disparition de toute chaleur dans les relations, dès l'enfance. Et c'est pourquoi à Bonneuil, les éducateurs savent « perdre du temps » et cherchent à réintroduire une dimension humaine dans les soins qu'ils apportent. Mais il n'y a pas de miracle.

Ils se heurtent alors au reste du système.

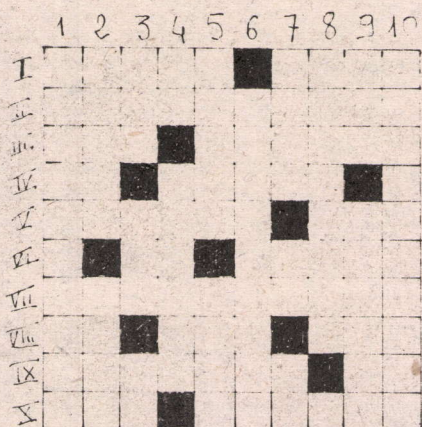
Car si à Bonneuil on constate que la vie en camping peut trans-

former radicalement le comportement de certains malades et leur faire abandonner leur passivité pour prendre goût à ce qu'ils font, de telles pratiques ne peuvent que rester marginales : pour les généraliser, il faudrait l'encadrement, les moyens nécessaires, c'est-à-dire au moins les crédits...

Hervé MARTIN

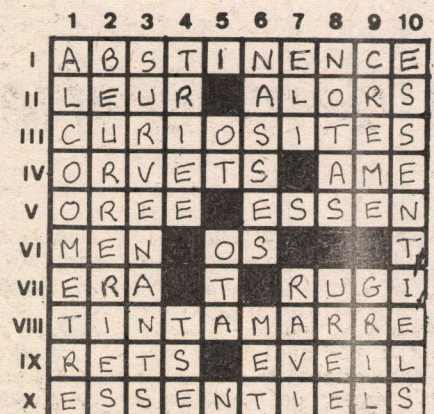
Un lieu pour vivre, de Maud Mannoni - Ed. du Seuil - Le champ freudien - 29,20 F.

## MOTS CROISES



**HORizontalement.** — I. Vox populi - Vieux roi. — II. Régime idéal, dont on ne connaît que des contre-façons. — III. Dans les mille et une nuits - Mis en caque. — IV. Un peu de pintade - Retenir. — V. Filtre - De l'eau dans le sable. — VI. Au bout de la queue - Attachera. — VII. Jouer. — VIII. Affirmation européenne - En barre - Sigle syndical. — IX. Il connaît son métier - Sert à lier. — X. Sortis - Dans le nom d'une favorite.

**VERTICALEMENT.** — 1. Mise au goût du jour. — 2. Rompait les attaches - Donc cher. — 3. On y est attaché - Changer de ton. — 4. Ordre - Département. — 5. Sont toujours renvoyés - Rivière. — 6. Certains en ont plein la bouche (pluriel). — 7. Vieux dieu - Personnel - Lie. — 8. On n'en voit pas la fin (pluriel). — 9. Vient du Jura - Il aurait été martyrisé. — 10. Loyauté.





## Gilles de Rais

de Roger PLANCHON

Théâtre national

de Chaillot

Gilles de Rais, personnage central de la pièce écrite et mise en scène par Roger Planchon, est un personnage historique.

Appartenant en effet à une vieille et puissante famille féodale, arrière-petit-neveu de Du Guesclin, vassal de Charles VII, combattant de la guerre de Cent ans, compagnon d'armes de Jeanne d'Arc, et mérechal de France, il est jugé en octobre 1440 — il a alors 36 ans — pour le viol et le meurtre d'innombrables jeunes paysans et est condamné à mort et pendu et brûlé.

Alors, si le propos de Roger Planchon était de dresser, à partir de cette biographie spectaculaire, un tableau de la société à la fin du Moyen Age, au moment où se décompose la féodalité, il faut bien dire qu'il est en très grande partie raté.

Le texte, touffu, est difficile à suivre. La mise en scène, surprenante, est trop grandiloquante pour ne pas être quelquefois ridicule. L'ensemble, souvent hermétique, dégage beaucoup d'ennui.

J.J.L.

Gilles Vigneault est toujours aussi sympathique. C'est sans doute l'impression la plus forte qu'on ressent en sa compagnie. Il met le public à l'aise. Il essaie de transformer le public en ses invités. A la fin, c'est lui qui déclare avoir passé une excellente soirée avec nous et qui nous en remercie. Pour pouvoir dire cela il faut, sans doute, du métier, mais aussi beaucoup de chaleur humaine, beaucoup de cordialité.

Vigneault, comme la plupart des chanteurs québécois professe bien entendu un nationalisme bien qu'il déclare se défier de tous les mots en « isme ». Il s'en explique, déclarant que le problème du pays, pour les Canadiens français, n'est pas réglé, « c'est comme s'il manquait une page à notre passeport ». Mais Vigneault n'est pas véritablement agressif envers les Canadiens anglophones : il rappelle d'ailleurs en passant, que les vrais indigènes du pays, sont les Indiens...

Cela étant, il a bien d'autres choses à dire (il parle beaucoup !) et à chanter. Si vous voulez passer une soirée sympathique allez à Bobino.

André VICTOR.

## Gilles Vigneault à Bobino



# SELECTION télévision

### Samedi 16 avril

**ANTENNE 2** - 17 h 10 - **Des animaux et des hommes** - Un débat sur la chasse et les chasseurs.  
**ANTENNE 2** - 20 h 35 - Série : **César Biroteau**, d'après Balzac. Troisième épisode.

### Dimanche 17 avril

**TF1** - 17 h 30 - Film : **Les cracks**, d'Alex Joffé, avec Bourvil et Robert Hirsch. Une comédie à l'époque des débuts de la bicyclette.  
**TF1** - 19 h 15 - **Les animaux du monde** : une antilope d'Afrique du Sud, les fourmis jaunes d'Europe, et l'âne du Poitou.  
**TF1** - 20 h 30 - Film : **Les aventuriers**, de Robert Enrico, avec Alain Delon, Lino Ventura, un film d'aventures d'après un roman de José Giovanni.  
**ANTENNE 2** - 21 h 40 - Série : **Scènes de la vie conjugale**, d'Ingmar Bergman. Aujourd'hui, « La vallée de larmes », avec Liv Ullmann.

### Lundi 18 avril

**TF1** - 20 h 30 - Film : **Pétulia**, de Richard Lester, avec Julie Christie. Une bonne histoire mélo-dramatique.  
**FR3** - 20 h 30 - Film : **Voici le temps des assassins**, de Julien Duvivier, avec Jean Gabin, Danielle Delorme. Une peinture de mœurs.  
**ANTENNE 2** - 21 h 55 - Rencontres : **Mozart - Michel Bouquet**. L'acteur Michel Bouquet, passionné de Mozart, nous présente la vie et l'œuvre de Mozart.  
**ANTENNE 2** - 22 h 45 - **L'huile sur le feu**. L'émission de Philippe Bouvard portera sur l'homosexualité. Jean-Louis Bory, opposé au docteur Amoroso y défendra le droit pour les homosexuels à ne pas être « comme les autres ».

### Mardi 19 avril

**TF1** - 20 h 30 - **Le Musée Imaginaire** : promenades imaginaires dans Florence, Rome et Fontainebleau. Les chefs-d'œuvre artistiques de la Renaissance, dans ces trois villes.  
**ANTENNE 2** - 20 h 35 - Film : **Rage**, de G. Scott, qui relate la mort d'un enfant par intoxication et le désir de vengeance du père. Tel est le film que les Dossiers de l'écran ont choisi pour introduire un débat sur la pollution, intitulé **la mort qu'on respire**. Participeront à ce débat d'écologie des directeurs d'entreprises, un syndicaliste CFDT, un membre du CNRS, etc.

### Mercredi 20 avril

**FR3** - 19 h 40 - **Tribune Libre : Lutte Ouvrière**. Au cours de cette émission, notre camarade Arlette Laguiller présentera notre analyse de la situation politique actuelle.

### Jeudi 21 avril

**ANTENNE 2** - 20 h 30 - Film : **Prends l'oseille et tire-toi**, de Woody Allen, avec Woody Allen. Les mésaventures burlesques d'un petit juif new-yorkais. Très drôle.  
**FR3** - 20 h 30 - Film : **Macadam**, de M. Blistène et Jacques Feyder, avec Françoise Rosay, Paul Meurisse, etc. Dans un hôtel louche de Montmartre, une tenancière avide d'argent, incarnée par F. Rosay.  
**TF1** - 21 h 20 - **Georges Marchais** face aux chefs d'entreprise. Après Mitterrand, le secrétaire général du PCF participe à ce nouveau forum de la revue **Expansion**.  
**TF1** - 22 h 20 - **Gabriel Bacquier**, baryton d'opéra. Cette émission

nous présente le travail et la vie d'un chanteur d'opéra professionnel.

### Vendredi 22 avril

**FR3** - 20 h 30 - **Vendredi : Ailleurs**. Le dilemme des syndicats britanniques, tel est le sujet de cette émission au cours de laquelle divers leaders syndicaux et membres du gouvernement britannique s'expliqueront. Dans un pays où la crise économique se fait très durement sentir pour toute la population laborieuse et où les syndicats soutiennent la politique d'austérité que le gouvernement impose aux travailleurs, un problème d'actualité pas seulement pour l'Angleterre.  
**ANTENNE 2** - 21 h 25 - **Apostrophes : Mai 68**. Le débat aura comme protagonistes l'ex-préfet de police Grimaud, le philosophe François Chatelet, et d'autres invités non connus. Si la défense de la police sera assurée, les idées de ceux qui ont fait Mai 68 risquent d'être oubliées.  
**ANTENNE 2** - 22 h 50 - Film : **La route du diable**, d'A. Mann, avec Robert Taylor. Un western décrivant la lutte d'un éleveur indien contre les Blancs cherchant à lui voler ses terres.

### Samedi 23 avril

**FR3** - 20 h - **Les animaux chez eux**.  
**TF1** - 20 h 30 - Numéro un : **Guy Bedos**.  
**ANTENNE 2** - 20 h 35 - Série : **César Biroteau**.

### Dimanche 24 avril

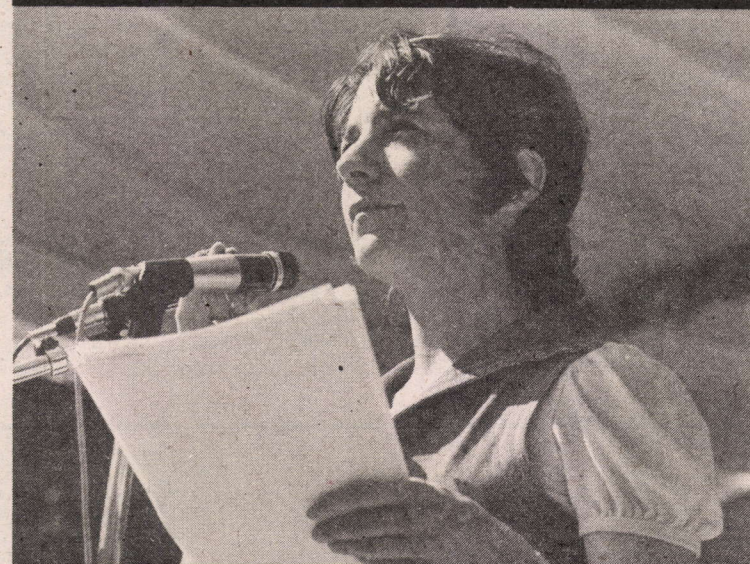
**TF1** - 20 h 30 - Film : **Quelques messieurs trop tranquilles**, de Georges Lautner.  
**FR3** - 22 h 30 - Film : **Le vaisseau fantôme**, de M. Curtiz.

Mercredi 20 avril

Tribune libre  
de Lutte Ouvrière

avec

ARLETTE  
LAGUILLER



Le mercredi 20 avril, à 19 h 40, sur FR3, notre camarade Arlette Laguiller présentera la Tribune libre de Lutte Ouvrière.

Après les municipales qui ont souligné la poussée électorale des partis de l'Union de la gauche, quelles sont, en cette période de crise économique, les perspectives pour les travailleurs ?

Si la gauche obtient en

1978 la majorité au Parlement, que peut-on en attendre ? Quelle sera sa politique dans un contexte de crise, où le chômage augmente et où le pouvoir d'achat baisse ?

Et enfin, quelle sera la politique des révolutionnaires ? C'est à toutes ces questions essentielles que répondra Arlette Laguiller.

Alors, une émission à ne pas manquer.



## Nous aurons toute la mort pour dormir

d'Abid MED HONDO

● Le film réalisé par Abid Med Hondo, auteur de *Bicots noirs, vos voisins*, est un film militant. Présenté par la République Arabe Démocratique Sahraouie et par le Front Polisario, il retrace les souffrances et les raisons de la lutte des Sahraouis pour leur indépendance.

Le film montre comment des Sahraouis s'enfuient dans le désert du Sahara occidental, chassés de leurs villes par la représ-

sion qui s'abat sur eux dès l'arrivée des troupes marocaines et mauritaniennes. Vivant dans des camps de toile, disséminés sur tout le désert, les Sahraouis entendent conquérir leur indépendance nationale. Pour y parvenir, un peuple se mobilise, encadré par le Front Polisario. Et l'on voit comment, incapables de venir à bout d'un peuple rebelle, les soldats d'Hassan II et d'Ould Dadah égorgent, violent, torturent ;

comment l'aviation bombarde au napalm les camps de réfugiés. Comment ni la barbarie de la soldatesque, ni les moyens militaires dérisoires des Sahraouis face à l'armée marocaine équipée par la France et les Etats-Unis n'ont empêché que se poursuive depuis de longs mois la guérilla des nationalistes du Front Polisario.

Ce film de propagande est long ; il dure deux heures, mais

il a le mérite de rappeler que cette guerre du Sahara occidental existe. Au moment où Hassan II envoie des troupes pour voler au secours de la dictature zaïroise au nom de la défense de la liberté, il est particulièrement instructif de voir comment le Maroc se comporte au Sahara.

Guy FICHET.

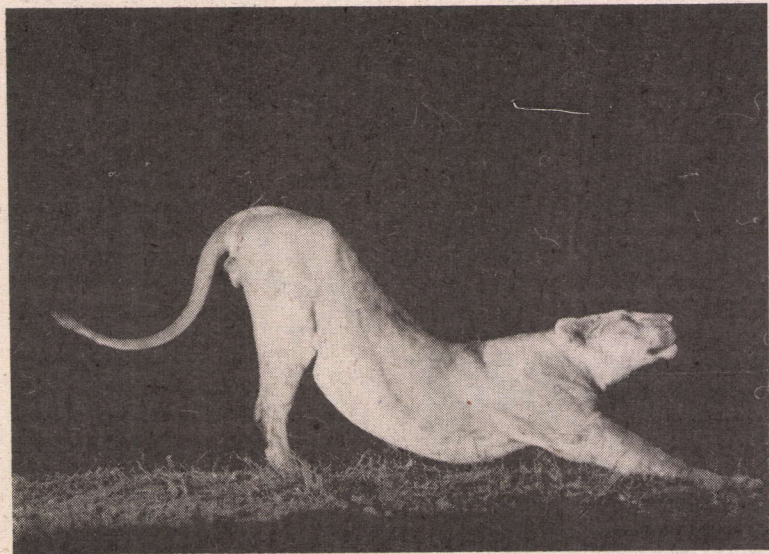
Saint-Séverin (5").



Unité de combattantes du Polisario.

## LA GRIFFE ET LA DENT

de François BEL et Gérard VIENNE



● Après *La fête sauvage*, de Frédéric Rossif, voici un nouveau film de la même veine, sur les animaux de la brousse africaine filmés surtout de nuit, se reposant, chassant, jouant, etc. C'est très beau, et les tournages ont dû relever du véritable exploit technique pour nous livrer ces vues impressionnantes.

Mais on ne peut s'empêcher d'être un peu déçu. Aucun commentaire, alors que le film se présente lui-même comme un documentaire, une bande sonore qui mêle (si l'on se fie à son oreille) les hurlements véritables des lions et autres fauves à des bruitages humoristiques, et le spectateur peut se sentir dérouté. Car pour qui s'intéresse aux animaux et en particulier, à tous ceux que l'on ne peut voir que derrière les barreaux d'un zoo, ce parti-pris de ne pas vouloir prononcer un mot, ni pour situer les lieux de tournages, ni pour dire quels animaux évoluent sous nos yeux, laisse insatisfait.

L'on ne peut alors s'empêcher de penser aux films de Cousteau, sur les animaux de la mer en particulier, et le plaisir qu'ils nous font éprouver à comprendre et non pas seulement contempler, la beauté des animaux, leur férocité, leurs mœurs.

Mais il faut aller voir *La griffe et la dent*, tel qu'il est, avec son souci incontestable d'esthétisme, pour emmagasiner ces images suprenantes, passionnantes.

Lucienne PLAIN.

## Ames perdues

Ceux qui aiment Dino Risi, celui de *Au nom du peuple italien*, de *Une vie difficile*, de *Moi, la femme* ou de *Parfum de femme* seront déçus. Dans ce film, on ne retrouve plus le Dino Risi amer et tendre, celui dont l'humour acide décape et mord, celui qui décrit la réalité d'une Italie pour laquelle il n'a aucune complaisance.

Ici, avec *Ames perdues*, on a beau être à Venise, on se dit que l'action pourrait se dérouler n'importe où, n'importe quand sans que cela change un iota à la trame dramatique de cette histoire, ni surtout sans que cela modifie l'indifférence que le spectateur porte aux relations amoureuses qui unissent le couple Gassman-Catherine Deneuve, elle légèrement neurasthénique, lui, tout à fait schizophrène.

Bien sûr, on ne quitte pas son fauteuil au beau milieu de la projection, mais on espère en sortant que la prochaine fois Dino Risi ne nous mènera plus dans une telle gondole.

Pierre LAFFITTE

## HISTOIRE D'AIMER

de Marcello FONDATO

● Une grande bourgeoise désœuvrée et quelque peu délaissée par son mari — un homme qui vaque à ses affaires et ses gros sous — est amenée par hasard à être juré d'Assises. Elle a à juger une femme accusée du meurtre de son mari. Et elle découvre à cette occasion un monde tout différent du sien.

La femme en question est d'un milieu populaire où, tel que le décrit le metteur en scène, on s'aimerait en proportion directe des coups qu'on se donne. Et le mari de régulièrement gifler et cogner sa femme ; et celle-ci de tenter de riposter avec les mêmes armes ; et tous deux, ensuite et avec un plaisir qu'on voudrait nous faire croire redoublé,

de se poulécher et de s'aimer... pour se battre à nouveau jusqu'à s'entretuer.

Les rapports « amoureux » entre ces deux êtres pour le moins frustrés — ce qu'il est convenu d'appeler l'« amour vache » — est assez bien évoqué. Le jeu de Monica Vitti y est pour beaucoup. Mais cette description laisse un goût profondément amer.

D'abord, ce qu'on nous décrit ici comme une « comédie dramatique » — et qui conduit certains spectateurs à des rires bien gras — est la trame de drames sociaux réels qui, eux, ne prêtent nullement à plaisanterie. Il est vrai que bien plus de femmes qu'on ne croit sont battues, certaines sauvagement. Et il est pour le moins douteux — comme le fait

le film — de présenter ces coups qui volent comme l'envers d'une médaille qui s'appellerait l'amour.

Car c'est là — que le metteur en scène l'ait voulu ou pas — la morale du film : la grande bourgeoisie incarnée par Claudia Cardinale, devant le mépris et la froide indifférence que lui voue son mari, en vient à souhaiter que lui, la cogne, et qu'elle-même l'aime... au point d'avoir envie de le tuer !

Mais quand même, entre ces milieux de la « haute » où les femmes seraient frigides et ceux du « bas peuple » où elles jouiraient des coups, il y a peut-être autre chose, une autre façon de s'aimer ? Le film ne le dit pas.

Michèle VERDIER

## sélection

### FILMS RECENTS :

**L'UNE CHANTE, L'AUTRE PAS**, d'Agnès Varda. La vie de deux jeunes femmes : leurs difficultés de vivre et d'aimer, leur profonde générosité. Un film et des personnages sympathiques.

Palais des Arts, 3" - Quintette, 5" - Elysées Lincoln, 8" - Saint-Lazare Pasquier, 8" - Olympic, 14" - Studio Raspail, 14" - Athéna 12".

**L'AUTRE FRANCE**, d'Ali Ghallem. Un témoignage sur la vie des travailleurs immigrés en France.

Palais des Arts, 3". **NETWORK**, de S. Lumet. Une satire féroce de la télévision américaine.

Paramount Marivaux, 2" - Boul'mich, 5" - Publicis-Saint-Germain, 6" - Publicis-Elysées, 8" - Paramount-Elysées, 8" - Paramount Galaxie, 13" - Paramount Montparnasse, 14" - Paramount Maillot, 17".

**NOUA**, de A. Tolbi. La naissance de la révolte du peuple algérien dans l'Algérie de 1954.

Studio de la Harpe, 5" - Jean-Renoir, 9" - 14-Juillet, 11".

**LE JUGE FAYARD DIT « LE SHERIFF »**, de Y. Boisset. Un réquisitoire contre la justice.

Marbeuf, 8". **DESSOU OUZALA**, de A. Kurosawa. Les aventures et l'amitié d'un officier explorateur et d'un chasseur de la taiga russe au début du siècle.

Paramount Marivaux, 2" - Templiers, 3" - Studio Alpha, 5" - Arlequin, 6" - Paramount Elysées, 8".

**1900 (2<sup>e</sup> époque)**, de Bertolucci. La montée et la fin du fascisme en Italie.

Templiers, 3". **BARRY LYNDON**, de S. Kubrick. Un aventurier dans l'Europe aristocratique du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Impérial, 2" - Studio Cujas, 5" - Colisée, 8" - Diderot, 12" - Montréal, 18" - Calypso, 17" - Roissy 19".

**PAIN ET CHOCOLAT**, de F. Brusati. Un immigré italien en Suisse. Humour et réalisme.

Bretagne, 6" - Danton, 6" - Luxembourg, 6" - Biarritz, 8" - Trois Haussman, 9" - Mistral, 14" - PLM St-Jacques, 14" - Grand-Pavois, 15".

**LA VICTOIRE EN CHANTANT**.

Odéon, 14-Juillet Parnasse, 6" - Marbeuf, 8" - Madeleine, 8" - Clichy Pathé, 18".

### FILMS ANCIENS :

**LA FLUTE ENCHANTEE**, de I. Bergman.

La Pagode, 7". **LES HOMMES DU PRESIDENT**, de A. Pakula.

Châtelet-Victoria, 1<sup>er</sup> (20 h). **LITTLE BIG MAN**, de A. Penn.

Noctambules, 5". **LE SHERIF EST EN PRISON**, de M. Brooks.

André-Bazin, 13" - Boîte à Films, 17" (16 h 45).

**CRIA CUERVOS**. Quintette, 5" - Marbeuf, 8". **NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES**.

Les Cinoches de St-Germain 6".



# Licenciements dans la sidérurgie : A QUAND LA RIPOSTE ?

● Après le sale coup d'Usinor qui, au moment où les ouvriers étaient au chômage partiel, annonçait sa décision de fermer les installations de Thionville et de licencier 3 000 travailleurs, les patrons de la sidérurgie ont annoncé qu'ils prévoyaient la suppression de 16 000 emplois dans tout ce secteur. Par ailleurs, la direction de Sacilor a annoncé sa décision de faire passer la plupart des travailleurs postés à l'usine d'Hagondange de 4 x 8 en 3 x 8, et une grande partie de l'entretien de Gandrange-Rombas en 2 x 8, ce qui entraînerait pour eux de grosses pertes de salaire.

Toutes ces mesures, bien sûr, s'inscrivent dans le plan patronal de restructuration de la sidérurgie, la politique des barons de

l'acier étant de faire payer aux travailleurs les frais de cette restructuration.

Face à cette politique provocante et scandaleuse, on était en droit d'attendre une riposte des syndicats, au moins dans ce secteur. D'autant que, parmi les travailleurs, la colère est grande. Pour la plupart de ceux touchés par ces mesures, c'est la catastrophe. Etre chômeur à Thionville, c'est y rester pour un bon bout de temps.

Un peu partout, on parle de la nécessité d'une grève générale et le ras-le-bol des travailleurs se manifeste par des débrayages. Ne serait-ce qu'à Sacilor Gandrange-Rombas, on en a compté plus d'une dizaine pendant la semaine du lundi 4 au vendredi 8 avril.

Toute la population de

Thionville est en colère, car la fermeture d'Usinor signifie la ruine pour de nombreux commerçants et d'autres licenciements dans les entreprises qui sous-traitent avec Usinor.

Mais face à cette offensive d'envergure contre l'emploi des travailleurs de toute une région, les syndicats, après le rallye organisé par la CGT, n'ont su que proposer deux heures de ville morte entre 15 heures et 17 heures jeudi 14 avril et un débrayage de 4 heures par poste. Ils n'ont même pas voulu ne serait-ce qu'appeler à un arrêt de protestation de 24 heures de toute la sidérurgie lorraine, ne serait-ce qu'organiser des démonstrations significatives de la colère des travailleurs dans la région.

## Travailleurs français-immigrés même combat

Un chapitre du plan patronal de restructuration de la sidérurgie prévoit que 2 100 travailleurs immigrés célibataires seraient « incités » à rentrer dans leur pays avec une prime de départ.

Si cette mesure peut paraître logique et normale à un certain nombre de travailleurs, elle est bien incapable de résoudre en quoi que ce soit les problèmes des salariés de la sidérurgie. Le patronat a décidé de faire payer à tous les travailleurs, français et immigrés, les frais de sa crise. Les travailleurs immigrés peuvent être les premiers touchés, mais certainement pas les der-

niers. Ce serait une erreur d'accepter de voir toucher le voisin, en espérant ainsi ne pas être touché soi-même.

Le problème est de savoir qui fera les frais de la crise, qui en paiera les conséquences : les travailleurs, tous les travailleurs, ou bien les patrons ? Laisser les barons de la sidérurgie, aujourd'hui, commencer à imposer leur loi en s'attaquant aux travailleurs immigrés, ce serait accepter de se mettre sur la pente glissante des reculades. Or ce qui est en jeu, c'est justement de savoir si, oui ou non, les patrons pourront imposer leur loi.

## SUD-LIBAN

### LE STATU QUO

Après avoir soutenu pendant un temps, au Sud-Liban, les commandos palestiniens dans leur lutte contre les Phalanges chrétiennes, la Syrie vient de peser de tout son poids pour que les combats cessent. Dans cette tâche, le gouvernement Assad a été aidé par Yasser Arafat qui, lui emboîtant le pas, a aussi exercé maintes pressions pour geler les rapports de forces entre les fedayins et la droite libanaise.

La Syrie tient de toute évidence à éviter la victoire d'un des deux camps en présence dans le Sud-

Liban. Elle refuse que les Phalanges, profitant de l'avantage que l'ensemble des Etats arabes leur ont donné dans la guerre du Liban, écrasent totalement les derniers camps des Palestiniens. Mais en contre-partie, elle entend contrôler, brider, encadrer tout mouvement de défense engagé par les quelques forces palestiniennes restantes.

C'est là une constante de la politique syrienne, permettant non seulement d'éviter que le nouveau pouvoir libanais bascule dans le camp israélien, mais qui

offre aussi la possibilité au gouvernement de Damas de se poser en prétendu protecteur des Palestiniens.

Mais que Yasser Arafat, le représentant de l'OLP, suive tous les retournements du président syrien, voilà qui peut paraître surprenant. En fait, cela témoigne de l'impasse de la politique nationaliste.

Parce qu'ils restent dans le cadre palestinien, parce qu'ils refusent de s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats arabes, aussi corrompus soient-

ils, Arafat et tous les représentants nationalistes palestiniens ne peuvent finalement trouver des alliés que dans les régimes en place, même si ceux-ci se retournent périodiquement contre les fedayins.

Et c'est pourquoi, dans sa recherche de soutiens en vue de la constitution de l'hypothétique Etat palestinien, Arafat est prêt à faire allégeance aux pires ennemis des fedayins, n'hésitant pas à brader leurs luttes quand celles-ci gênent ses prétendus alliés.

Georges LATTIER

## IRAQ

### DIX CONDAMNÉS A MORT

En Irak, pays considéré comme l'un des plus « progressistes » du Moyen-Orient, dix Kurdes ont été condamnés à mort.

Nous avons reçu un communiqué de l'Union des étudiants du Kurdistan en France, dont nous publions les extraits suivants :

« Le régime de Bagdad vient de condamner à la peine capitale dix patriotes kurdes.

Lors du simulacre de procès qui s'est déroulé début avril, aucune preuve n'a pu être administrée

quant à la participation de ces Kurdes à une quelconque action violente, meurtrière ou de sabotage. Le pouvoir les soupçonne d'avoir tenté de mettre sur pied des « réseaux terroristes » (...)

Est terroriste quiconque ose professer des opinions tant soit peu différentes de celles des gens au pouvoir. Ainsi, c'est pour « liquider la clique stipendiée des terroristes » que le régime fasciste de Bagdad a pendu ou fusillé plus

de trois cents patriotes kurdes, communistes, démocrates, progressistes, et même des chefs religieux arabes, au cours de ces deux dernières années. (...)

Cette répression qui s'abat sur l'ensemble des opposants irakiens est particulièrement massive et véhémente à l'égard du peuple kurde. Plusieurs dizaines de milliers de paysans kurdes croupissent depuis bientôt deux ans dans les camps de concentration installés dans le sud de l'Irak.

(...) Les autorités irakiennes ont récemment aménagé deux nouveaux camps, l'un à El-Rifai, dans la province d'Omarra, l'autre à Souq-el-Choukh, près de Nassiriyeh. Le Kurdistan irakien, militarisé, est systématiquement vidé de ses habitants. (...)

Les villes et villages kurdes sont débaptisés pour recevoir des appellations arabes. Des « ha-meaux stratégiques » sont édifiés pour regrouper et contrôler la population kurde ».

## Une ténébreuse affaire

Quarante-huit heures après l'enlèvement à Paris du directeur général de Fiat-France, Luchino Revelli-Beaumont, tout le monde s'interrogeait encore sur les mobiles et les auteurs de ce rapt.

Bien sûr, dès l'annonce de l'enlèvement, certains journalistes s'empressaient d'accréditer la thèse de l'acte terroriste d'extrême-gauche, avec d'autant plus de facilité que, quelques heures

après l'enlèvement, le poste périphérique Europe n° 1 recevait un mystérieux coup de téléphone d'un tout aussi mystérieux « Comité de défense des travailleurs italiens en France », revendiquant le rapt de Revelli et réclamant, outre trois millions de rançon, la distribution de vivres et de médicaments aux chômeurs italiens vivant en France.

Nous ne savons évidemment

ni si ce soi-disant « Comité de défense des travailleurs » existe, ni a fortiori s'il a commis cet acte. Mais le simple fait qu'à la suite de ces pseudo-révélation téléphoniques la presse se demande sérieusement si l'enlèvement de Revelli est un acte politique ou un acte de gangstérisme en dit long sur l'efficacité de tels gestes. En aucune façon ils ne peuvent servir les intérêts des tra-

vailleurs. Il est même déplorable qu'il soit besoin de le préciser.

Cela dit, la police elle-même est bien moins prompte que certains journalistes à émettre la thèse de l'enlèvement politique. Ses services affirment ignorer totalement le « Comité de défense » en question. Par contre, on rappelle que Luchino Revelli était de retour d'un voyage d'affaires au

Brésil, où il exerce certaines responsabilités pour le compte de Fiat et où il aurait pu être mêlé à quelques affaires d'espionnage. On rappelle aussi que ce rapt pourrait tout simplement être l'œuvre de la Mafia — qui en a commis bien d'autres et pour laquelle les enlèvements sont devenus une industrie éminemment lucrative...

R.V.